

Canadian
Forces
College

Collège
des
Forces
Canadiennes



LA MICROFINANCE : COMMENT PEUT-ELLE ÊTRE IMPLÉMENTÉE EN SYRIE LORSQUE CELLE-CI SERA EN SITUATION POST-CONFLIT?

Maj Catherine Michaud

JCSP 44

Master of Defence Studies

Disclaimer

Opinions expressed remain those of the author and do not represent Department of National Defence or Canadian Forces policy. This paper may not be used without written permission.

© Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of National Defence, 2018.

PCEMI 44

**Maîtrise en études de la
défense**

Avertissement

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent aucunement des politiques du Ministère de la Défense nationale ou des Forces canadiennes. Ce papier ne peut être reproduit sans autorisation écrite.

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, représentée par le ministre de la Défense nationale, 2018.

**LA MICROFINANCE : COMMENT PEUT-ELLE ÊTRE
IMPLÉMENTÉE EN SYRIE LORSQUE CELLE-CI SERA EN
SITUATION POST-CONFLIT?**

Maj Catherine Michaud

“This paper was written by a student attending the Canadian Forces College in fulfilment of one of the requirements of the Course of Studies. The paper is a scholastic document, and thus contains facts and opinions, which the author alone considered appropriate and correct for the subject. It does not necessarily reflect the policy or the opinion of any agency, including the Government of Canada and the Canadian Department of National Defence. This paper may not be released, quoted or copied, except with the express permission of the Canadian Department of National Defence.”

Word Count: 16,603

“La présente étude a été rédigée par un stagiaire du Collège des Forces canadiennes pour satisfaire à l'une des exigences du cours. L'étude est un document qui se rapporte au cours et contient donc des faits et des opinions que seul l'auteur considère appropriés et convenables au sujet. Elle ne reflète pas nécessairement la politique ou l'opinion d'un organisme quelconque, y compris le gouvernement du Canada et le ministère de la Défense nationale du Canada. Il est défendu de diffuser, de citer ou de reproduire cette étude sans la permission expresse du ministère de la Défense nationale.”

Compte de mots: 16,603

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières.....	i
Résumé.....	iii
Introduction.....	1
Chapitre premier – La microfinance dans les situations post-conflits.....	4
Les principes de bonne gestion de la microfinance.....	4
Les critiques de la microfinance.....	8
La microfinance en situations post-conflits.....	11
Les conditions essentielles et préférentielles de la microfinance en situations post-conflits.....	12
Les limites de la microfinance en situations post-conflits.....	14
Chapitre 2 – La microfinance en Bosnie-Herzégovine.....	16
Historique du conflit en Ex-Yougoslavie.....	16
Descriptif de la situation post-conflit.....	18
Implémentation de la microfinance en Bosnie-Herzégovine.....	21
Les leçons apprises de la microfinance en Bosnie-Herzégovine.....	23
Résultats et limites de la microfinance en Bosnie-Herzégovine.....	34
Chapitre 3 – La microfinance islamique.....	38
Les principes de la microfinance islamique.....	39
Les produits de la finance islamique.....	41
Les défis de la mise en œuvre de la microfinance islamique.....	43
Chapitre 4 – La microfinance en Syrie.....	49
Historique du conflit en Syrie.....	50
Les forces loyalistes.....	50
Les forces d’opposition.....	52

Descriptif de la situation post-conflit en Syrie	55
Discussion sur la mise en œuvre de la microfinance en Syrie	57
La sécurité	59
La réouverture des marchés	60
La stabilité de la population	61
D'autres considérations.....	65
Conclusion	68

RÉSUMÉ

LA MICROFINANCE : COMMENT PEUT-ELLE ÊTRE IMPLÉMENTÉE EN SYRIE LORSQUE CELLE-CI SERA EN SITUATION POST-CONFLIT?

Par le major Catherine Michaud

Depuis sa création, la microfinance a comme but de diminuer la vulnérabilité des personnes pauvres et de réduire la pauvreté en stimulant l'esprit d'entrepreneur. La microfinance fut par la suite utilisée comme moyen pour reconstruire les services financiers après un conflit. Certaines initiatives de microfinance en situation post-conflit ont échoué et de ces échecs sont nées les meilleures pratiques de bonne gestion pour devenir un outil de développement efficace. Les défis de la mise en œuvre sont nombreux. Il doit y avoir un équilibre entre adopter des bonnes pratiques de gestion pour atteindre la durabilité financière et rejoindre le plus grand nombre de personnes dans le besoin.

Il est pertinent de se demander comment la microfinance pourrait être mise en œuvre en Syrie lorsque celle-ci sera en situation post-conflit. Les leçons apprises de l'implémentation en Bosnie-Herzégovine offrent des lignes directrices qui sont toujours pertinentes aujourd'hui. Puisque la microfinance doit être adaptée au contexte régional, la microfinance islamique devrait faire partie de la solution syrienne pour répondre à la demande de la population de conformité avec la charia.

La microfinance islamique n'a toujours pas développé un modèle économique viable qui lui permettrait d'atteindre la durabilité financière tout en maximisant sa portée. Dans le futur, ces difficultés devront être aplanies pour permettre le succès de la microfinance en Syrie.

INTRODUCTION

La question se pose : qu'arrive-t-il aux pays qui ont été ravagés par la guerre ou dévastés par une catastrophe naturelle et dont l'économie ne représente qu'une autre triste victime. Comment aider un tel pays à se relever et à se remettre de ce genre de calamité. Un bon nombre d'outils, d'initiatives et de mesures s'offrent à la communauté internationale pour aider les pays sinistrés tels que l'aide humanitaire, l'immigration, des contributions de toutes sortes. Parmi tous ces outils, on retrouve la microfinance. Le principe est très simple : un microprêt est offert aux personnes normalement exclues des services financiers et le manque de garantie est assuré par le groupe.

Depuis sa création dans les années 1970, la microfinance a comme but de d'amoindrir la vulnérabilité des personnes pauvres et de réduire la pauvreté en stimulant l'esprit d'entreprise. Inventée au Bangladesh, un pays qui se relevait d'une guerre civile et d'inondations, la microfinance fut par la suite utilisée comme moyen pour remettre sur pied les services financiers après un conflit. Durant les conflits, les institutions bancaires sont souvent la cible de pillage et les services financiers sont interrompus. Il en résulte un système financier inopérant au moment même que le conflit prend fin et que débute la période de reconstruction. Dans le passé, certaines initiatives de microfinance en situation post-conflit ont échoué. Un grand nombre de leçons ont été apprises grâce à ces nombreuses difficultés. Au fil du temps, de meilleures pratiques de bonne gestion ont été mise en œuvre, ce qui a permis à la microfinance de devenir un outil de développement efficace.

Toutefois, les pierres d'achoppement, tout comme les opportunités, abondent toujours dans la conceptualisation et l'implémentation d'une microfinance qui saura satisfaire les demandes des clients potentiels dans un pays en reconstruction. Les difficultés à surmontées sont nombreuses : opérer dans un contexte dangereux ou instable, trouver des sources de financement, adopter des bonnes pratiques de gestion pour atteindre la durabilité financière et l'autosuffisante et rejoindre le plus grand nombre de personnes dans le besoin tout en portant une attention particulière pour consolider la paix et ne pas aggraver le conflit.

Il est pertinent de se demander comment la microfinance pourrait être mise en œuvre en Syrie lorsque celle-ci sera en situation post-conflit. Le conflit syrien a commencé par des soulèvements pacifiques contre le régime de Bashar el-Assad au printemps 2011 et s'est transformé en guerre civile. Le conflit a forcé 5,5 millions de personnes à se réfugier chez les pays voisins et 6,1 millions de personnes à se déplacer à l'intérieur du pays. L'impact de la guerre a causé une crise humanitaire et un mouvement migratoire de la population syrienne vers l'Europe. Bien que le conflit s'éternise, la Banque mondiale souligne l'importance de préparer l'éventuelle reconstruction pour être fin prêt le jour où le conflit se terminera. La présente étude abordera la question suivante : Comment la microfinance peut-elle être implémentée en Syrie lorsque cette dernière sera en situation post-conflit? *Les pratiques de bonne gestion en microfinance développées avec les leçons apprises en Bosnie-Herzégovine sont toujours valides aujourd'hui. Les conditions essentielles doivent être respectées pour que la microfinance soit fructueuse : une sécurité suffisante, l'ouverture des marchés et la stabilité de la*

population. La microfinance doit également être adaptée au contexte régional et ainsi, une partie de la microfinance offerte en Syrie doit être conforme à la charia.

L'étude sera divisée en quatre parties. En premier lieu, le chapitre premier fera l'identification des pratiques de bonnes gestions en microfinance et indiquera comment ces dernières s'appliquent à la microfinance en situation post-conflit. Ensuite, au deuxième chapitre, nous utiliserons la Bosnie-Herzégovine à titre d'étude de cas afin d'évaluer la microfinance comme outil de développement économique et de réduction de la pauvreté dans un environnement post-conflit. Nous examinerons ce qui a été mis en place en matière de microfinance en identifiant les leçons apprises, les bénéfices et les limitations. Par la suite, au cours du troisième chapitre, nous étudierons les principes de la finance islamique et analyserons les divers contrats de microfinance islamique et leurs défis de mise en œuvre. Finalement, au quatrième chapitre, l'historique de la guerre civile syrienne sera analysé pour identifier les complexités qui auront une incidence sur la reconstruction. Nous discuterons des conditions post-conflits dans lesquelles la microfinance sera implémentée. Subséquemment, nous examinerons ce qui pourrait être mis en place en matière de microfinance en se basant sur les leçons apprises et les pratiques de bonne gestion des chapitres précédents.

CHAPITRE 1 – LA MICROFINANCE DANS LES SITUATIONS POST-CONFLITS

À travers les nouvelles et les médias-sociaux, les images de pauvreté sont omniprésentes. Pour plusieurs décennies, la réduction de la pauvreté a été une priorité pour le développement international. À cet égard, la déclaration du Millénaire des Nations Unies comportait des objectifs ambitieux; entre autres de réduire de moitié pour 2015 le nombre de personnes vivant quotidiennement avec moins d'un dollar et d'ici 2020, améliorer le niveau de vie de 100 millions de personnes vivant dans les bidonvilles.¹ Par contre, les outils pour alléger la pauvreté ont été difficiles à trouver. La microfinance est devenue un moyen prisé pour attaquer la pauvreté extrême qui affecte un tiers de la population mondiale et l'année 2005² fut déclarée l'année de la microfinance par les Nations Unies. Au cours de ce chapitre, nous étudierons en premier lieu la microfinance et ses principes de bonne gestion. Ensuite, nous analyserons la mise en œuvre de la microfinance dans les situations post-conflit et ses limites.

Les principes de bonne gestion de la microfinance

Des millions de personnes ne peuvent avoir accès aux services offerts par les banques traditionnelles car elles sont trop pauvres ou elles sont sur le chômage et sont alors jugées non bancables par les banques. La microfinance offre des montants modiques aux individus qui n'ont normalement pas accès aux services de prêts et d'épargne des banques traditionnelles. Ainsi, avec des services financiers accessibles, les individus peuvent investir dans une microentreprise et briser le cycle de la pauvreté. Les

¹Assemblée générale des Nations Unies, *La déclaration du Millénaire* (New York : ONU, 2000), p. 5-6.

²Assemblée générale des Nations Unies, *International Year of Microcredit, 2005* (New York : ONU, 1998), p. 1. <https://www.un.org/documents/ecosoc/res/1998/eres1998-28.htm>.

services de la microfinance vont du crédit aux hypothèques en passant par l'épargne, les assurances, la formation et les plans de retraite.

Le service de microfinance le plus répandu est le microcrédit. C'est le prêt d'une petite somme à un individu ou à un groupe de personnes dans le but de partir ou d'agrandir une microentreprise. Le but de la microfinance est d'alléger la pauvreté en stimulant les initiatives entrepreneuriales. Des millions d'habitants de la planète sous le seuil de la pauvreté ont pu avoir accès à du crédit avec la microfinance et les microprêts.

L'organisation de microfinance la plus connue est la Grameen Bank de Mohammad Yunus. Ce dernier a reçu un prix Nobel de la paix en 2006 pour avoir instauré un programme de microfinance au Bangladesh. En l'espace de 30 ans, la Grameen Bank a distribué plus de 9.1 milliards de dollars américain en microprêts dans plus de 37 pays. Selon Yunus, l'esprit entrepreneurial des pauvres est sous-utilisé. La Grameen Bank compense le manque de garantie des moins nantis par le prêt collectif. La pression du groupe assure que le prêt soit remboursé à temps. Par ailleurs, 97% de la clientèle sont des femmes et le taux de recouvrement est de 97%.³

Aujourd'hui, il y a plus d'un millier d'organisations de microfinance dans le monde qui prêtent aux moins bien nantis exclus des banques traditionnelles dans l'espoir d'éradiquer la pauvreté. Le succès de la microfinance défait le stéréotype que les pauvres

³Grameen Bank, « Introduction », consulté le 22 février 2018, <http://www.grameen.com/>.

ne peuvent être finançables par les institutions bancaires.⁴ Avec l'expansion de l'industrie de la microfinance sont venus les donateurs de fonds et les investissements étrangers.

En 2006, le partenariat mondial sous l'égide de la Banque mondiale, le Consultative Group to Assist the Poor (CGAP⁵) a créé un guide des meilleures pratiques en microfinance afin de guider les investisseurs, améliorer l'efficacité des institutions de microfinance et ainsi atteindre l'objectif d'éradication de la pauvreté. On y avance que la microfinance ne peut réaliser son plein potentiel que si elle dessert les pauvres et si elle est intégrée dans le système financier d'un pays. Pour ce faire, le gouvernement doit assurer un rôle dans la construction de la législation et la réglementation d'un système financier inclusif, offrant une gamme de services tout en protégeant des activités frauduleuses. De façon générale, le rendement dans les prêts d'argent des gouvernements des pays en voie de développement est très faible et cause un faible taux de remboursement. Ceci mène à la création d'une mauvaise culture de crédit, le détournement de fonds ou les subventions qui finissent dans les mains des plus fortunés.⁶ Donc, le rôle du gouvernement est de faciliter la microfinance par les lois et non de l'administrer.

Ensuite, les démunis requièrent divers services financiers tels le crédit, l'épargne, les assurances, les services de transferts de fonds et autres. Pour être efficaces, les services financiers offerts doivent être axés sur les demandes du marché et

⁴James C. Brau et Gary M. Woller, « Microfinance: A Comprehensive Review of the Existing Literature », *Journal of Entrepreneurial Finance and Business Ventures* 9, n° 1 (printemps 2004), p. 2.

⁵Le CGAP est un partenariat mondial sous l'égide de la Banque mondiale qui regroupe plus de 30 organismes bailleurs de fonds qui offrent des services financiers aux plus démunis.

⁶Consultative Group to Assist the Poor, *Good Practice Guidelines for Funders of Microfinance – Microfinance Consensus Guidelines* (Washington: CGAP, 2006), p. 17-18.

répondre aux besoins de la clientèle au lieu d'être déterminés par l'offre.⁷ Parfois, la microfinance n'est pas la solution. Les leçons apprises démontrent que la provision en microfinance peut nuire aux plus démunis, ceux 50% sous le seuil de pauvreté de leur pays, car ils n'ont pas la capacité d'absorber une dette. Dans ces cas, cibler les programmes de sécurité sociale tels que les programmes de sécurité alimentaire et de santé, les emplois salariés dans des petites et moyennes entreprises, la formation, permet de mieux répondre aux groupes les plus vulnérables.⁸

Par ailleurs, la durabilité financière est essentielle pour atteindre les objectifs sociaux à long terme et rejoindre le plus grand nombre de personnes dans le besoin. Un taux d'intérêt doit être payé pour recouvrir les coûts et garantir la rentabilité. Éventuellement, la compétition, l'augmentation de l'efficacité dans la gestion et l'accroissement de la responsabilité feront diminuer les coûts et ainsi, baisser le taux d'intérêt. Le temps requis pour atteindre la durabilité financière dépend du marché économique, du contexte dans le pays et du fournisseur de microfinance. Les preuves démontrent que les institutions atteignent la durabilité financière plus rapidement aujourd'hui qu'au début de la microfinance. Par contre, certaines institutions prendront encore cinq à dix ans avant d'atteindre la durabilité financière.⁹

La pénurie d'institutions de microfinance compétentes et de gestionnaires qualifiés demeure le principal obstacle au développement de la microfinance et ceci est encore plus marqué dans les milieux ruraux.¹⁰ Aussi, les institutions de microfinance se

⁷*Ibid.*, p. 7-8.

⁸*Ibid.*, p. 32.

⁹*Ibid.*, p. 10.

¹⁰*Ibid.*, p. 9.

portent mieux lorsqu'elles sont mesurées avec des index de rendement et que leurs rendements sont révélés.¹¹ Différents indicateurs de rendement sont recommandés tels que le nombre de clients et leur niveau de pauvreté, le taux de remboursement des prêts, le pourcentage de durabilité financière et les coûts d'opérations.¹²

Aujourd'hui, les femmes représentent la majorité de la clientèle des microprêts à cause de leur taux élevé de remboursement. Les caisses villageoises fonctionnent mieux avec les femmes car elles cèdent plus facilement à la pression des pairs ce qui résulte en une meilleure discipline de remboursement de prêt.¹³ De plus, elles s'avèrent moins mobiles, plus faciles à suivre et plus conservatrices dans leurs choix d'investissement. Elles représentent ainsi une clientèle moins risquée que les hommes. Dans le but d'éradiquer la pauvreté, les femmes sont plus susceptibles d'investir leur gain dans la santé et l'éducation de leurs enfants et briser le cycle de la pauvreté.¹⁴

Les critiques de la microfinance

Par contre, la microfinance reçoit également sa part de critiques. L'augmentation rapide de l'accès à du capital a amené des emprunteurs à signer pour un prêt plus élevé que leur capacité de remboursement. Par exemple, en Inde, la valeur du microprêt moyen se situait à 27 dollars américains en 2004 comparativement à 135 dollars américains en 2009. Ce genre de situation a engendré des pratiques douteuses telles que des taux d'intérêts extrêmement élevés.¹⁵ Également, l'objectif d'atteindre la durabilité financière

¹¹*Ibid.*, p. 12.

¹²Consultative Group to Assist the Poor, *Measuring Results of Microfinance Institutions - Minimum Indicators That Donors and Investors Should Track* (Washington: CGAP, 2009), p. 3-5.

¹³Susanna Khavul, « *Microfinance : Creating Opportunities for the Poor?* », *Academy of Management Perspectives* 24, n° 3 (août 2010), p. 62.

¹⁴*Ibid.*

¹⁵*Ibid.*, p. 59.

et d'être autosuffisante amènent certaines organisations de microfinance à exiger des taux d'intérêts trop élevés ou à cibler des clients mieux nantis, ce qui ralentit la lutte contre la pauvreté, car les plus démunis se trouvent incapables d'avoir accès à un prêt ou sont tout simplement exclus des services financiers.¹⁶ Ce ne sont pas tous les microprêts qui génèrent des profits. Un microprêt pour financer des activités à faible retombée économique dans un marché saturé risque d'endetter une personne vulnérable au lieu de l'aider.¹⁷

De plus, les critiques argumentent que la microfinance sera toujours dépendante des donateurs pour sa mise en œuvre et que la durabilité financière et l'autosuffisance sont des objectifs irréalistes.¹⁸ Certains croient que la microfinance est abordée de façon trop idéaliste et qu'en réalité, les facteurs sociaux sont davantage la source de la pauvreté que les facteurs financiers. Ainsi donc, les facteurs socioéconomiques tels que le faible taux d'alphabétisation, le manque de connaissances arithmétiques, les castes, l'ethnicité et le genre nuisent à l'efficacité de la microfinance.¹⁹

Par ailleurs, plusieurs acteurs dans les institutions de microfinance opèrent dans des environnements dangereux avec une infrastructure limitée, un entraînement inadéquat et un encadrement légal insuffisant. Ces conditions ouvrent la porte à la fraude. Selon certains, des programmes antifraudes, des protocoles de sécurité, de l'éducation pour les clients et de la protection contre les pannes d'électricité doivent être mis en place pour

¹⁶James C. Brau et Gary M. Woller, « Microfinance: A Comprehensive Review of the Existing Literature », *Journal of Entrepreneurial Finance and Business Ventures* 9, n° 1 (printemps 2004), p. 4-5.

¹⁷David Hulme, « Is microfinance good for poor people? A note on the dark side of microfinance », *Small Enterprise Development* 11, n° 1 (mars 2000), p.26.

¹⁸Jonathan Morduch, « The Microfinance Schism », *World Development* 28, n° 4 (avril 2000), p. 618.

¹⁹Rashidah Abdul Rahman et Faisal Dean, « Challenges and solutions in Islamic microfinance », *Humanomics* 29, n° 4 (2013), p. 296.

assurer le succès de la microfinance. Avec de telles mesures, la microfinance serait plus armée pour lutter contre la pauvreté.²⁰

Plus sévèrement, certains critiques estiment que la microfinance nuit au développement économique à moyen terme car elle supporte des activités inefficaces. Les institutions de microfinance qui n'ont pas recours au soutien financier et évitent la supervision gouvernementale et internationale sont particulièrement pointées du doigt. Il leur est reproché de financer des microentreprises sous la barre d'exploitation minimale pour assurer la rentabilité des services. Cela a deux conséquences négatives : un taux élevé de microentreprises en faillite causé par une saturation du secteur informel et des coûts élevés d'opportunité²¹ pour les gouvernements, car les microentreprises ne peuvent déployer les technologies avancées et les compétences pour créer l'innovation. Selon Bateman, il y a peu d'évidence que la microfinance facilite une économie durable et le développement social.²²

Finalement, la motivation première derrière la microfinance est l'éradication de la pauvreté. Cela se traduit par la créativité dans la méthodologie de prêt afin de répondre aux besoins des plus démunis et leur offrir des services financiers rentables. Afin de ne pas être néfaste aux plus vulnérables de la planète, la microfinance doit être encadrée et réglementée. Les meilleures pratiques de bonne gestion sont de mise afin d'assurer la

²⁰Alexis C. Bell, « Investigative Challenges of Fraud in Microfinance Institutions » (mémoire de maîtrise, Collège de Utica, 2017), p.107.

²¹Le coût d'opportunité est le manque à gagner potentiel entre deux investissements ou deux types de financement. Le coût d'opportunité mesure la perte des biens auxquels on renonce en affectant les ressources disponibles à un autre usage.

²²Anne Welle-Strand, Kristian Kjøllesdal et Nick Sitter, « Assessing microfinance: The Bosnia and Herzegovina Case », *Managing Global Transitions* 8, n° 2 (2010), p. 149.

durabilité financière et l'autosuffisance et de cette façon, rejoindre un plus grand nombre de personnes.

La microfinance en situations post-conflits

Il va sans dire que les situations post-conflits représentent des terrains très fertiles pour l'instabilité. En effet, sur les 39 conflits qui ont fait rage entre 2000 et 2010, 31 d'entre eux étaient une reprise des hostilités.²³ En outre, 15 des 20 pays les plus pauvres ont fait face à un conflit important depuis les années 1980.²⁴ Les conflits ethniques, religieux et culturels, augmentent le taux de natalité, la malnutrition et les maladies et affectent les relations humaines. Les morts et les blessés diminuent la main d'œuvre qualifiée disponible. L'infrastructure industrielle et commerciale ainsi que le système bancaire sont souvent sévèrement endommagés.

Les régions ravagées par la guerre doivent intégrer les réfugiés, les personnes déplacées et les soldats démobilisés. Sans l'intégration de ces groupes, l'instabilité demeurent. De plus, l'économie décimée doit être réactivée pour permettre aux gens de subvenir à leurs besoins. La consolidation de la paix doit mitiger les causes initiales du conflit afin de ne pas réactiver ce dernier. La détresse économique est souvent au cœur de la réapparition des conflits. La microfinance est un outil pour démarrer l'économie en situations post-conflits. Dès les années 1970, de nombreuses initiatives de microfinance eurent lieu dans des contextes post-conflit. La Grameen Bank fut créée au Bangladesh qui se remettait de la troisième guerre du Cachemire. La microfinance fut ensuite utilisée au

²³Joseph J. Hewitt, Jonathan Wilkenfeld et Ted Robert Gurr, *Peace and conflict 2010* (New York: Taylor and Francis, 2017), p. 1.

²⁴Marilyn S. Manalo, *Microfinance institutions' response in conflict environments : Eritrea - Savings and Micro Credit Program, West Bank and Gaza - Palestine for Credit and Development, Haiti - Micro Crédit National* (Washington: La Banque Mondiale, 2003), p.4.

Cambodge, au Salvador, au Mozambique et en Ouganda.²⁵ De ces initiatives émergea la microfinance en situations post-conflits.

Les conditions essentielles et préférentielles de la microfinance en situations post-conflits

À cause du besoin élevé d'assistance financière dans les situations post-conflits, il peut être tentant d'utiliser la microfinance comme solution au problème. Par contre, le crédit n'est pas nécessairement ce que les populations vulnérables ont besoin à ce stade. Un programme de microfinance inefficace peut affecter négativement les marchés pour plusieurs années. En 1997, Karen Doyle identifia les conditions essentielles et préférentielles pour la mise en œuvre de la microfinance en situation post-conflit. Premièrement, un niveau de sécurité et de stabilité est nécessaire pour entreprendre un programme de microfinance. L'absence de conflit n'est pas requise, mais il doit y avoir assez de sécurité pour permettre aux activités économiques des clients de microfinance d'avoir lieu et aux fournisseurs de microfinance d'offrir leurs services et de recruter des nouveaux clients.²⁶

Ensuite, il doit y avoir une réouverture des marchés. Certaines ONG comme World Relief Africa attendent que 30 à 40% des microentrepreneurs soient de retour avant de débiter leurs opérations et offrir leurs services en microfinance. De façon générale, il doit y avoir une reprise des activités économiques de base pour qu'il y ait des clients potentiels de microfinance.²⁷

²⁵Edoé Djimitri Agbodjan, « L'usage de la microfinance dans les situations post-conflit: une revue de la littérature », *Autrepart* 44, n° 4 (2007), p. 227.

²⁶Karen Doyle, *Microfinance in the Wake of Conflict : Challenge and Opportunities* (Bethesa: Microentreprise Best Practices, 1998), p. 8.

²⁷*Ibid.*

De plus, plusieurs programmes de microfinance opèrent dans des régions dans lesquelles se trouvent plusieurs personnes déplacées et réfugiées. Afin d'offrir des services de microfinance à cette clientèle, leur déplacement devrait être d'une durée de 18 mois et plus de façon à réduire les perturbations aux services de microfinance causées par le mouvement des personnes. Suffisamment de temps est nécessaire pour déboursier le prêt et le percevoir. L'offre de services à des réfugiés dépend également d'autres facteurs tels que la permission du pays hôte aux réfugiés d'être employés et de générer un revenu.²⁸

Ensuite, Doyle liste une série de conditions jugées préférables, mais non-essentielles puisque les ONG acceptent d'opérer dans des contextes difficiles. Par contre, pour que le programme de microfinance devienne durable et autosuffisant, ces conditions préférables devront éventuellement être présentes. Ces conditions préférables sont : un système bancaire commercial de base, l'absence d'hyperinflation, une forte densité de population, une législation encadrant la microfinance, une main d'œuvre éduquée, des réseaux sociaux forts et une confiance en la monnaie locale et les institutions financières.²⁹

Les pratiques de bonne gestion en microfinance s'appliquent également en situation post-conflit. Par contre, les opérateurs sur le terrain devront faire face à un contexte complexe. Par exemple, les documents financiers peuvent avoir été détruits ainsi que l'épargne des clients. Les relations sociales souffrent des atrocités commises pendant le conflit tel que viols, meurtre, vols et autres traumatismes psychosociaux.

²⁸*Ibid.*, p. 9.

²⁹*Ibid.*, p. 9-11.

Habituellement, l'économie fait face à une forte inflation. Il devient donc difficile pour la monnaie de servir de valeur. À cause de l'instabilité, les ONG devront prendre des mesures supplémentaires pour assurer leur sécurité, ce qui augmentera leurs coûts d'opération et ainsi, les intérêts que les clients devront payer. Les principes de la microfinance sont similaires en post-conflit, mais les défis opérationnels augmentent.³⁰

Les limites de la microfinance en situations post-conflits

La microfinance cible les besoins financiers dans une situation post-conflit. Par contre, ce n'est qu'un outil parmi d'autres pour le développement économique et la reconstruction. Donc, la microfinance ne peut être utilisée seule pour consolider la paix et des actions complémentaires sont nécessaires pour éviter la résurgence du conflit. De plus, la microfinance n'est pas un outil de résolution de conflit.

La réintégration des enfants soldats joue un rôle dans la réduction des conflits et dans le succès de la reconstruction. Les programmes existants offrent de l'entraînement aux enfants soldats pour qu'ils puissent développer leurs connaissances techniques et se réintégrer, mais ne leur offrent pas des services financiers. Les jeunes entre 14 et 20 ans représentent une clientèle à haut risque à cause de la croyance qu'ils possèdent peu de compétences entrepreneuriales et de connaissances. Cependant, cette croyance n'a jamais été testée et il y a un vide à combler sur la recherche sur la microfinance avec les enfants soldats.³¹

³⁰Edoé Djimitri Agbodjan, « L'usage de la microfinance dans les situations post-conflit : une revue de la littérature », *Autrepart* 44, n° 4 (2007), p. 230-232.

³¹Marilyn S. Manalo, *Microfinance institutions' response in conflict environments : Eritrea - Savings and Micro Credit Program, West Bank and Gaza - Palestine for Credit and Development, Haiti - Micro Crédit National* (Washington: La Banque Mondiale, 2003), p.6.

En conclusion, le but de la microfinance est d'éradiquer la pauvreté en offrant des produits financiers aux personnes moins nanties qui sont normalement exclues du système bancaire traditionnel. Avec des microprêts, les plus démunis peuvent investir dans leur microentreprise. La microfinance a été utilisée avec succès dans des contextes post-conflits afin de redémarrer l'économie décimée et consolider la paix. Les pratiques de bonne gestion de la microfinance s'appliquent en situations post-conflits, mais certaines conditions sont essentielles pour une mise en œuvre réussie : un minimum de sécurité et de stabilité, une réouverture des marchés et des activités économiques, des réfugiés et des personnes déplacées en place assez longtemps pour déboursier et percevoir le microprêt. La microfinance est un outil de développement économique parmi plusieurs et ne peut par elle-même être utilisée pour mettre en place des conditions propices afin de préserver la paix ou mieux la consolider.

CHAPITRE 2 – LA MICROFINANCE EN BOSNIE-HERZÉGOVINE

Au cours de ce chapitre, nous utiliserons la Bosnie-Herzégovine comme étude de cas afin d'évaluer la microfinance comme outil de développement économique et de réduction de la pauvreté dans un environnement post-conflit. Le choix de ce pays comporte plusieurs avantages. Premièrement, la main d'œuvre y était éduquée, mais sans emploi. Deuxièmement, il s'agissait d'une bonne occasion pour la microfinance de faire ses preuves vu le manque de capital et le besoin criant d'investissements dans ce pays. Troisièmement, la conjoncture politique, sociale et économique de la Bosnie-Herzégovine, après les ravages causés par une guerre ethnique qui laissa des cicatrices, représentait un défi complexe que les fournisseurs de microfinance devaient considérer dans l'élaboration de leurs produits financiers. Tout d'abord, l'historique du conflit sera analysé pour identifier les conditions post-conflits dans lesquelles la microfinance fut implémentée. Ensuite, nous examinerons ce qui a été mis en place en matière de microfinance en identifiant les leçons apprises, les bénéfices et les limitations.

Historique du conflit en Ex-Yougoslavie

La guerre de Bosnie-Herzégovine a comme source l'effondrement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie. La Yougoslavie n'a jamais été en mesure de créer une identité yougoslave forte. Plusieurs facteurs sont à blâmer. Entre autres, on retrouve l'incapacité du système communiste à générer une croissance économique forte et de la prospérité. Aussi, l'inégalité de richesses matérielles entre les

États septentrionaux, comme la Slovénie et la Croatie, et les États méridionaux accentue les identités ethniques au détriment de l'identité yougoslave.³²

Le dictateur Josip Broz, mieux connu sous le nom du Maréchal Tito, était un emblème unificateur de la Yougoslavie. Après son décès, les républiques se querellent sur la péréquation mise en place pour aider les républiques moins bien nanties. Le marasme économique cause les républiques à remettre en question la légitimité de l'État fédéral et ainsi, augmente l'identité nationale émanant des républiques. La Croatie et la Slovénie veulent plus de pouvoirs accordés aux républiques. Le palier fédéral étant largement dominé par les Serbes, ce qui incite la Serbie et le Monténégro à demander plus de pouvoirs pour le fédéral et à percevoir toute diminution de pouvoir comme une atteinte à leurs droits.³³

Suite à la cessation de la Croatie et de la Slovénie en 1991, la Bosnie-Herzégovine passe également aux urnes le 29 février 1992 pour voter sur son indépendance de la Yougoslavie. L'intérêt pour l'indépendance varie grandement selon les trois identités ethniques qui composent le pays. La Bosnie-Herzégovine est constituée à environ 43,5% de Bosniaques musulmans, à 31,5% de Serbes orthodoxes, à 17,4% de Croates catholiques, à 5,5% de Yougoslaves et à 2,4% d'autres.³⁴ Les Serbes bosniaques s'opposèrent à l'indépendance et boycottèrent le scrutin. Les Bosniaques musulmans et les Croates bosniaques, ne voulant pas faire partie d'une fédération où la Serbie représenterait la plus grande république, appuyèrent l'indépendance.

³²Geneviève Rey-Lescure, « Le retour des réfugiés et des personnes déplacés dans le cadre de la consolidation de la paix : le cas de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine » (mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, 2011), p.41-42.

³³*Ibid.*, p. 44.

³⁴Zora Ivanova Popova, « The Role of Social Capital for Post-Ethnic-Conflict Reconstitution » (mémoire de doctorat, Université de Bath, 2009), p.137.

Lorsque la Communauté internationale reconnaît la république de Bosnie-Herzégovine le 6 avril 1992, les Balkans s'enflamment et des incidents violents éclatent à Sarajevo.³⁵ Radovan Karadžić mobilise les Serbes bosniaques dans le but de sécuriser le territoire serbe à l'intérieur de la Bosnie-Herzégovine. Karadžić est supporté par le gouvernement de la Serbie de Slobodan Milošević et l'armée populaire yougoslave. Les tensions entre Croates et Bosniaques augmentent également et la guerre se propage à travers le pays. Malgré la mission onusienne nommée Force de Protection des Nations Unies (FORPRONU),³⁶ la guerre de Bosnie-Herzégovine se caractérise par des atrocités, des crimes de guerre, le nettoyage ethnique, le génocide et les viols systémiques. Deux-cent mille personnes sont tuées, 1,8 millions³⁷ de personnes réfugiées ou déplacées.

Le conflit prend fin le 14 décembre 1995 avec la signature des Accords de Dayton. Les Accords de Dayton divisent la Bosnie-Herzégovine en deux entités semi-indépendantes : la Fédération de Bosnie-Herzégovine, composée principalement de Bosniaques musulmans et Bosniaques croates, et la Republika Srpska, à majorité Serbes.³⁸

Descriptif de la situation post-conflit

La guerre de Bosnie-Herzégovine causa l'effondrement des institutions politiques et économiques tout en délégitimant l'environnement social et politique. Les services essentiels comme l'éducation, les soins de santé et services communautaires

³⁵Pascal Le Pautremat, « La Bosnie-Herzégovine en guerre (1991-1995) : au cœur de l'Europe », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 233, n°1 (2009), p. 70.

³⁶Conseil de Sécurité, Résolution 761 (New York : ONU, 1992), p. 1.

³⁷Zora Ivanova Popova, « The Role of Social Capital for Post-Ethnic-Conflict Reconstitution » (mémoire de doctorat, Université de Bath, 2009), p.137.

³⁸Patrice C. McMahon et Jon Western, «The Death of Dayton: How to Stop Bosnia From Falling Apart », *Foreign Affairs* 88, n° 15 (septembre 2009), p. 69.

furent détruits de même que la capacité du gouvernement à administrer ces services. Les infrastructures physiques comme les réseaux routiers, le système ferroviaire, le réseau de distribution d'électricité et d'eau potable et le système de traitement des eaux usés furent affectés. Le conflit créa des groupes vulnérables parmi lesquels nous retrouvons entre autres les chômeurs, les veuves et les enfants, les anciens-combattants et les soldats démobilisés, les réfugiés et les personnes déplacées. Ces derniers nécessitèrent tous de l'aide humanitaire. Les conséquences inhérentes du conflit ethnique violent furent également la destruction des relations sociales où les attitudes et le comportement tels que la confiance et la participation sont compromises.³⁹

En plus, l'économie fut également affectée. Durant l'ère communiste, l'économie de la Bosnie-Herzégovine reposait largement sur l'industrie, principalement l'industrie des pâtes et papier, la production d'armement, la transformation métallurgique, les mines et la foresterie. N'ayant jamais été orientées vers une économie de marché, peu d'usines étaient rentables et plusieurs exposaient même un danger écologique.⁴⁰ Malgré tout, les industries représentaient une source de revenus stables.

Il est estimé que la guerre détruisit 70 à 80% des infrastructures industrielles. Certaines usines tentèrent d'opérer, mais elles étaient incapables d'acheminer leurs biens à cause du système ferroviaire détruit et des autres moyens de transports trop coûteux pour être rentables. D'autres usines, avec leurs équipements désuets et obsolètes, se

³⁹Alcira Kreimer, Robert Muscat, Ann Elwan et Margaret Arnold, *Bosnia and Herzegovina Post-Conflict Reconstruction Country Case Study Series* (Washington : The World Bank, 2000), p. 7-8.

⁴⁰Ministère de la Défense nationale, CFINTGP OSINT, *Capability. Country report – Bosnia and Herzegovina – October 2015* (Ottawa: MDN Canada, 2015), p. 30.

trouvèrent également dans l'impossibilité d'ouvrir leurs portes aux ouvriers.

Conséquemment, le taux de chômage s'éleva à 85% à la fin de la guerre.⁴¹

De plus, bien que les Accords de Dayton mirent fin au bain de sang, la séparation de la Bosnie-Herzégovine en deux entités compliqua la reconstruction. Chaque entité possédait son gouvernement avec premier ministre, ses lois, sa monnaie, son drapeau, ses taxes, son système d'éducation et même sa politique étrangère. La coopération entre les deux premiers ministres pour des réformes économiques fut rare. Lorsqu'ils parvinrent à s'entendre, c'était plutôt le résultat des pressions internationales qu'une sincère collaboration.⁴²

Les investissements étrangers auraient pu être une aide dans cette situation difficile où les ressources étaient rares. Plusieurs investisseurs, rebutés par les obstacles imposés par le gouvernement, tournèrent le dos à la Bosnie-Herzégovine. Les obstacles variaient entre les lois mal écrites qui dictaient que les actifs étrangers pouvaient être saisis par l'État à n'importe quel moment, le taux d'imposition élevé, la bureaucratie du système de paiement central et l'instabilité politique.⁴³

Les banques se sont effondrées et la plupart des gens ont perdu leurs épargnes. Les propriétés privées détruites rendirent la tâche d'obtenir une marge de crédit auprès des prêteurs internationaux très difficile. Sans assez de capital et sans source de financement commercial, supporter une famille devint laborieux. D'autant plus, une

⁴¹*Ibid.*

⁴²Patrice C. McMahon et Jon Western, «The Death of Dayton: How to Stop Bosnia From Falling Apart », *Foreign Affairs* 88, n° 15 (septembre 2009), p. 70.

⁴³International Labor Organization, Natasha Goronja, « The Evolution of Microfinance in a Successful Post-Conflict Transition : The Case Study for Bosnia-Herzegovina », modifié le 15 septembre 1999, <https://web.archive.org/web/20040118212113/http://www.ilo.org:80/public/english/employment/finance/pers/bosnia.htm>.

grande partie de la population ne recevait plus l'aide humanitaire obtenue pendant la guerre. Ainsi, trois personnes sur quatre⁴⁴ n'arrivaient plus à subvenir à leurs besoins essentiels. La microfinance permit d'offrir des prêts à des entrepreneurs à faibles revenus qui n'avaient pas accès à des banques traditionnelles. La clientèle pour la microfinance en Bosnie-Herzégovine différait grandement de celle de l'Afrique ou de l'Asie. Elle était éduquée et plusieurs avaient une expérience entrepreneuriale ou avaient été ouvrières.⁴⁵ La microfinance fut donc utilisée comme outil de reconstruction pour soulager la pauvreté et relancer l'économie.

Implémentation de la microfinance en Bosnie-Herzégovine

Les conditions essentielles de Doyle pour établir la microfinance dans une situation post-conflit étaient présentes en Bosnie-Herzégovine: le conflit était de faible intensité et il y avait réouverture des marchés économiques. Les conditions minimales de Nagarajan étaient également remplies : un niveau de sécurité acceptable pour les clients et les fournisseurs de microfinance, des fonds et des ONG volontaires pour offrir des microprêts et des réseaux sociaux suffisants.⁴⁶ À partir de 1996, la Banque Mondiale fonda le projet d'initiatives locales (Local Initiatives Project⁴⁷ -LIP) en collaboration avec les Ministères des Finances des deux entités de la Bosnie-Herzégovine. Le but du projet fut de réduire le taux de chômage élevé, une des conséquences de la guerre, en facilitant la transition entre la dépendance à l'aide humanitaire vers des emplois actifs. La clientèle

⁴⁴Anne Welle-Strand, Kristian Kjøllesdal et Nick Sitter, « Assessing microfinance: The Bosnia and Herzegovina Case », *Managing Global Transitions* 8, n° 2 (2010), p. 151.

⁴⁵Michal Matul et Caroline Tsilikounas, «Role of microfinance in the household reconstruction process in Bosnia and Herzegovina», *Journal of International Development* 16, n°3 (avril 2004), p. 430.

⁴⁶Geetha Nagarajan, *Developing Financial Institutions in Conflict Affected Countries: Emerging Issues, First Lessons Learnt and Challenges Ahead* (Geneva: International Labour Organization, 1997), p. 8.

⁴⁷La Banque Mondiale, *Bosnia and Herzegovina – Local Initiatives Project* (Washington: Le Groupe Banque mondiale, 1996), p. 1.

cible était composée de personnes déplacées, de réfugiés, de victimes et veuves de la guerre, de sans-emplois, de microentrepreneurs et de soldats démobilisés. Le LIP, d'une valeur de 18 millions de dollars américain, avait les objectifs initiaux suivants : offrir cinq mille microprêts à des microentreprises génératrices de revenus, offrir de l'assistance technique et de l'entraînement pour développer une institution de microfinance durable et financer des coûts d'opération pour la gestion des projets.⁴⁸ Après la révision de mi-mandat en 1998, le dernier objectif fut remplacé par celui de la création de lois en Bosnie-Herzégovine pour légaliser la provision de crédit et les services d'épargne aux microentrepreneurs.⁴⁹

Chacune des deux entités autonomes de la Bosnie-Herzégovine eurent leur bureau du LIP. Le LIP de la Republika Srpska s'établit dans la capitale, à Banjaluka et celui de la Fédération de Bosnie-Herzégovine se trouva également dans la capitale, à Sarajevo. À partir d'un processus compétitif, 17 organisations non-gouvernementales (ONG) furent identifiées pour recevoir des fonds afin d'offrir des micro-crédits. La Banque Mondiale recevait les fonds des différents pays donateurs, soit les Pays-Bas, l'Italie, le Japon, la Suisse et l'Autriche⁵⁰, et subventionnait les microcrédits à travers le LIP. Après une année d'activité, le LIP a cessé de subventionner neuf ONG à cause de leur piètre performance financière.⁵¹

L'Agence pour les réfugiés des Nations Unies (HCR) a également collaboré avec le LIP et subventionné des microcrédits à travers le réseau du LIP. De plus, le HCR

⁴⁸*Ibid.*

⁴⁹*Ibid.*, p. 2.

⁵⁰Anne Welle-Strand, Kristian Kjøllestad et Nick Sitter, « Assessing microfinance: The Bosnia and Herzegovina Case », *Managing Global Transitions* 8, n° 2 (2010), p. 154.

⁵¹La Banque Mondiale, *Bosnia and Herzegovina – Local Initiatives Project* (Washington: Le Groupe Banque mondiale, 1996), p. 3.

a financé directement certaines ONG locales et internationales. Il est à noter que la performance financière des organisations subventionnées à travers le LID fut plus élevée que celle des organisations financées directement par le HCR. Ceci est attribuable au fait que ces dernières n'ont pas reçu de fonds suffisants pour avoir un volume de prêts assez élevé, être autosuffisant et générer des revenus. D'autre part, le HCR a seulement subventionné les prêts et les coûts d'opération, mais pas l'assistance technique. Les ONG jugeaient que leurs compétences techniques en matière de microfinance étaient insuffisantes et que cela nuisait à leur efficacité et leur performance financière. Tandis que les ONG subventionnés à travers le LIP ont reçu de l'assistance technique et de l'entraînement, ils pouvaient également compter sur l'avis d'experts de renommée internationale en matière de microfinance. Ceci a largement augmenté leur performance financière.⁵²

D'autre part, contrairement aux autres pays de la région, le gouvernement de la Bosnie-Herzégovine était très réceptif aux efforts de reconstruction avec la microfinance. Le gouvernement signa un accord pour être le garant d'un prêt de 7 million de dollars américain de la part de l'Agence de Développement international. Le prêt fut investi dans la microfinance et géré par le LIP.⁵³

Les leçons apprises de la microfinance en Bosnie-Herzégovine

Les leçons apprises démontrent que l'application des principes de microfinance demeure malgré que la Bosnie-Herzégovine fût en situation post-conflit. Les meilleures pratiques en matière de microfinance sont de mise afin d'établir des institutions de

⁵²International Labor Organization, Natasha Goronja, « The Evolution of Microfinance in a Successful Post-Conflict Transition : The Case Study for Bosnia-Herzegovina ».

⁵³*Ibid.*

microfinance durable à long terme tout en offrant des services aux microentrepreneurs. Plusieurs leçons apprises pendant l'implémentation de la microfinance en Bosnie-Herzégovine sont applicables à d'autres situations post-conflit.

Premièrement, les prêts ne devraient pas être mis à la disposition au même moment que les subventions pour que la microfinance soit réalisée avec succès. Pendant le conflit et au début du post-conflit, la population avait besoin de subventions, car elle ne possédait pas un niveau de sécurité de base et l'activité économique était faible. L'argent reçu était d'abord investi pour répondre aux besoins de base : se mettre un toit au-dessus de la tête, des fenêtres, une toilette. Il a été noté que les prêts et les subventions ne faisaient pas bon ménage. Les gens traitaient les prêts comme une subvention et les considéraient comme une récompense pour les souffrances qu'ils avaient vécues pendant la guerre. Ceci a été observé en Bosnie-Herzégovine, mais également dans plusieurs autres pays tels qu'en Ouganda, El Salvador, Nicaragua et Éthiopie.⁵⁴ Une distinction entre les ONG qui offrent des prêts et celles qui donnent des subventions est essentielle. Donc, lorsque les besoins essentiels sont comblés et que la situation évolue vers le développement, alors les microprêts peuvent être attribués.

Par ailleurs, les organismes offrant des services en microfinance durent gagner la confiance de la population de la Bosnie-Herzégovine. Cette dernière avait perdu leur épargne pendant la guerre si l'argent avait été déposé dans une institution financière de l'ex-Yougoslavie et était méfiante envers les banques. Les ONG devaient établir un lien de confiance avec les communautés dans lesquelles elles opéraient. Il devint essentiel

⁵⁴Geetha Nagarajan, *Developing Financial Institutions in Conflict Affected Countries: Emerging Issues, First Lessons Learnt and Challenges Ahead* (Geneva: International Labour Organization, 1997), p. 29.

d'avoir du personnel professionnel et compétent pour administrer les microprêts et inspirer la confiance.⁵⁵

La décision du LID d'offrir des microprêts à travers des ONG s'est avérée appropriée dans le contexte post-conflit de la Bosnie-Herzégovine. Les banques commerciales et les agences privées étaient éligibles pour appliquer au processus compétitif de sélection du LID. Cependant, les ONG ont démontré une meilleure compréhension des besoins de l'audience cible de la microfinance et offraient des avantages tels qu'une meilleure réputation dans les communautés et une plus grande campagne d'information. Cependant, les compétences financières variaient grandement d'une ONG à l'autre et la formation du personnel fut essentielle.⁵⁶ Pour chaque projet du LID, seulement des experts en microfinance furent engagés et aucun consultant en développement ou en post-conflit.⁵⁷ De plus, pour les ONG qui offraient des services sociaux pendant le conflit, il s'est révélé primordial de réorienter leurs objectifs vers une mentalité d'entreprise et délaisser celle de services sociaux afin de bâtir une institution de microfinance durable.⁵⁸

Ensuite, la méthodologie de prêt de la banque villageoise ne fonctionna pas dans le contexte post-conflit de la Bosnie-Herzégovine. Les réseaux sociaux étaient faibles et insuffisants et la confiance faisait place à la méfiance. La méthode de prêt de la banque villageoise dut être abandonnée à cause de la méfiance entre Serbes et Bosniaques qui les

⁵⁵International Labor Organization, Natasha Goronja, « The Evolution of Microfinance in a Successful Post-Conflict Transition : The Case Study for Bosnia-Herzegovina ».

⁵⁶La Banque Mondiale, *Implementation Completion and Results Report* (Washington: Le Groupe Banque mondiale, 2000), p. 12.

⁵⁷Ruth Goodwin-Groen, « Avoiding Apex Pitfalls : Local Initiatives Departments of Bosnia and Herzegovina », *CGAP case studies in donor good practices*, n° 6 (2003), p. 2.

⁵⁸Geetha Nagarajan, *Developing Financial Institutions in Conflict Affected Countries: Emerging Issues, First Lessons Learnt and Challenges Ahead* (Geneva: International Labour Organization, 1997), p. 16.

empêchait de gérer un fond ensemble, de partager l'information et se garantir l'un et l'autre.⁵⁹ À la place de la banque villageoise, le système de prêt à garantie mutuelle fut employé. Le prêt à garantie mutuelle nécessite cinq à dix personnes qui s'unissent pour se garantir mutuellement leur prêt. La rigidité observée dans les pays en développement avec les prêts à garantie mutuelle dut être assouplie en Bosnie-Herzégovine. Par exemple, à Plavi Most, une ONG locale essaya de créer des prêts à garantie mutuelle avec des groupes de cinq personnes sans succès. Après avoir opté pour des groupes de trois personnes, l'implémentation du programme se facilita et la qualité du portfolio augmenta.⁶⁰

Malgré que le prêt à garantie mutuelle fut largement adapté au contexte culturel et social de la Bosnie-Herzégovine, plusieurs ONG optèrent tout de même pour le prêt individuel. Afin de recevoir un prêt individuel, un client nécessitait deux personnes garantes avec des garanties. Ce genre de prêt se montra efficace pour des petites et moyennes entreprises, mais inutiles avec des microentrepreneurs qui n'avaient pas assez de garanties pour se qualifier pour un prêt individuel.⁶¹

D'autre part, les fournisseurs de microfinance en Bosnie-Herzégovine ont démontré qu'il était plus efficace et moins risqué d'avoir une clientèle diversifiée au lieu de cibler qu'un seul groupe de personnes. La clientèle cible des microprêts, les résidents, les rapatriés, les réfugiés, les personnes déplacées et les anciens-combattants présentaient des besoins et des risques différents. Les besoins uniques de chacun doivent être

⁵⁹Geetha Nagarajan, *Microfinance in Post-Conflict Situations : Towards Guiding Principles for Actions* (Geneva: International Labour Organization, 1999), p. 20.

⁶⁰Karen Doyle, *Microfinance in the Wake of Conflict : Challenge and Opportunities* (Bethesda: Microenterprise Best Practices, 1998), p. 32.

⁶¹Geetha Nagarajan, *Microfinance in Post-Conflict Situations : Towards Guiding Principles for Actions* (Geneva: International Labour Organization, 1999), p.21.

considérés lorsque les produits financiers sont développés, mais les services doivent attirer une grande partie de la communauté afin d'éviter que des tensions ne se développent entre ceux qui reçoivent des prêts et ceux qui ne sont pas admissibles.⁶² Par exemple, Bospo, une ONG locale qui offrait des consultations psychologiques pour les femmes réfugiées et déplacées dans l'est de la Bosnie-Herzégovine pendant la guerre, s'est spécialisée dans la microfinance pendant la reconstruction. Bien que la clientèle cible de Bospo fut les femmes, l'ONG a consciemment offert ses services à toute la communauté.

De plus, les résidents pouvaient faciliter la réintégration, la reconstruction et la réconciliation.⁶³ Le fait de leur permettre d'avoir accès aux produits de microfinance offrait ses avantages. Non seulement cela empêcha le ressentiment des résidents dans le besoin qui n'auraient pas été éligibles aux microprêts, mais cela diminuait le risque aux fournisseurs de microprêts. Dépendamment du niveau de destruction dans la communauté, les résidents pouvaient être en possession d'actif générateur de revenus. Souvent, ils étaient motivés vers un retour à la normalité et cesser de recevoir de l'assistance humanitaire, mais dans l'impossibilité de retrouver leur source de revenu à cause de la destruction de leur milieu de travail ou de l'insécurité. Ils représentaient une clientèle à faible risque pour la microfinance.⁶⁴

De plus, les produits de microfinances devaient répondre aux besoins des rapatriés pour faciliter leur réintégration. Les rapatriés étaient des anciens réfugiés ou

⁶²Karen Doyle, *Microfinance in the Wake of Conflict : Challenge and Opportunities* (Bethesda: Microenterprise Best Practices, 1998), p. 13.

⁶³*Ibid.*, p. 14.

⁶⁴*Ibid.*, p. 15.

personnes déplacées qui retournaient chez eux. Le succès de la réintégration des rapatriés était important pour le HCR et pour les pays qui accueillait les réfugiés. Ils avaient besoin de services d'épargne pour mettre en sécurité l'argent gagné pendant qu'ils étaient déplacés, leurs revenus provenant de la famille à l'étranger ou leurs fonds reçus comme incitatif pour retourner. Aussi, ils requéraient parfois des services légaux pour leur réclamation concernant leur terre. Si la situation politique ou culturelle était favorable à la réintégration, les rapatriés représentaient une clientèle à faible risque. Par contre, seulement cibler les rapatriés comportait des risques politiques.⁶⁵ Par exemple, Brcko fut un centre de commerce important de l'ex-Yougoslavie. Autant la Croatie, la Fédération de Bosnie-Herzégovine et la Republika Srpska attachait une importance à Brcko. Les fournisseurs de microfinances durent faire preuve d'une compréhension de la complexité politique et ethnique dans l'implémentation du projet pour ne pas aggraver le conflit.⁶⁶

En ce qui concerne l'offre de services en microfinance à des réfugiés, l'expérience en Bosnie-Herzégovine démontre que des microprêts peuvent être attribués avec succès à des réfugiés et augmenter leur subsistance si les réfugiés demeurent dans des camps pour une durée de plus de six mois et si le niveau de sécurité est suffisamment élevé pour leur permettre de s'engager dans des activités génératrices de revenus.⁶⁷

Les réfugiés avaient soit perdu leurs épargnes pendant le conflit ou en étaient séparés. En milieu urbain, les réfugiés dépendaient du marché noir et des petites entreprises pour leur subsistance. L'argent ou le crédit leur fut nécessaire pour partir une

⁶⁵*Ibid.*, p. 15-16.

⁶⁶Geetha Nagarajan, *Developing Microfinance Institutions in Conflict Affected Countries: Emerging Issues, First Lessons Learnt and Challenges Ahead* (Geneva: International Labor Organization, 1997), p. 61.

⁶⁷*Ibid.*, p. 18.

microentreprise car ils n'avaient pas accès à des banques. Plusieurs organisations à but lucratif démontrèrent de la réticence à implémenter la microfinance avec les réfugiés. Les possibilités de développer une microentreprise furent moins nombreuses pour les réfugiés car parfois la nation hôte ne leur permettait pas de participer à des activités économiques. La mobilité des réfugiés fut également problématique car ces derniers risquaient d'être rapatriés avant d'avoir remboursé la totalité du prêt.⁶⁸ Cela fut le cas lorsqu'une ONG internationale qui offrait des microprêts à des réfugiés à Srebrenica ont vu leurs prêts se transformer en dons lorsque les réfugiés quittèrent la ville pour s'installer à Tuzla.⁶⁹ Par ailleurs, la présence d'agence humanitaire dans les camps de réfugiés créait une culture de «service gratuit » et compliquait l'implémentation d'une institution de microfinance durable.⁷⁰

Par contre, les leçons apprises des ONG International Catholic Migration Commission (ICMC) et CARE en Bosnie-Herzégovine démontrent que la microfinance durable est réalisable avec des réfugiés et des petits prêts à court terme. La méthodologie des prêts à garantie mutuelle fut employée avec succès. Idéalement, une attention particulière est de mise pour former des groupes qui seront potentiellement relocalisés dans la même communauté lorsque les réfugiés retourneront dans leur pays d'origine. Il fut nécessaire de donner des pénalités strictes afin d'imposer une discipline de paiement,

⁶⁸Michelle Azorbo, *Microfinance and refugees: lessons learned from UNHCR's experience* (Geneva: United Nations High Commissioner for Refugees, 2011), p. 4-5.

⁶⁹Geetha Nagarajan, *Developing Microfinance Institutions in Conflict Affected Countries: Emerging Issues, First Lessons Learnt and Challenges Ahead* (Geneva: International Labor Organization, 1997), p. 16.

⁷⁰Michelle Azorbo, *Microfinance and refugees: lessons learned from UNHCR's experience* (Geneva: United Nations High Commissioner for Refugees, 2011), p. 5.

d'empêcher que les réfugiés traitent le prêt comme un don et pour limiter l'émergence de la mentalité que l'argent leur était dû comme compensation pour leurs souffrances.⁷¹

Par ailleurs, la génération d'emplois pour les soldats démobilisés afin de cimenter la paix fut également un des objectifs du LIP de la Banque mondiale.⁷² Le projet finançait des séances d'orientation professionnelle, de l'entraînement, de l'éducation et des travaux publics locaux pour les soldats démobilisés. Puisqu'ils ne possédaient aucune expérience entrepreneuriale, ce groupe représentait une clientèle à haut risque pour la microfinance. Se trouver une source de revenu était donc un défi pour ceux n'avaient jamais tenu d'emploi civil. Les soldats démobilisés démontrèrent plus de discipline dans leur remboursement de microprêt avec des prêts à garantie mutuelle lorsqu'on exigeait les mêmes standards avec eux qu'avec les autres membres du groupe. Lorsque les microprêts étaient faits sur mesure pour ces derniers, un sentiment que cela leur était dû se développait et cela mettait à risque la microfinance. Ils avaient également besoin des services d'épargne pour sécuriser leur pension.⁷³

D'autre part, l'absence d'une législation entourant les ONG et les associations à but non-lucratif força les activités en microfinance à opérer dans un milieu légal ambigu. La plupart des ONG qui offraient des services en microfinance étaient enregistrés sous la loi sur les organisations humanitaires ou sous la loi sur les ONG. Seulement deux organisations furent enregistrées sous la loi de l'entreprise privée. Aucune de ces lois

⁷¹Geetha Nagarajan, *Developing Microfinance Institutions in Conflict Affected Countries: Emerging Issues, First Lessons Learnt and Challenges Ahead* (Geneva: International Labor Organization, 1997), p. 18.

⁷²La Banque Mondiale, *Implementation Completion and Results Report* (Washington: Le Groupe Banque mondiale, 2000), p. 1.

⁷³Karen Doyle, *Microfinance in the Wake of Conflict : Challenge and Opportunities* (Bethesda: Microenterprise Best Practices, 1998), p. 20-21.

interdisaient les activités de microfinance. Par contre, sous les principes juridiques généraux de la Bosnie-Herzégovine, toute activité non définie par la loi était illégale.⁷⁴

Contrairement aux pays voisins, le gouvernement de la Bosnie-Herzégovine se montra tolérant envers les activités de microfinance. Certains experts en microfinance affirmèrent qu'aucun cadre juridique était mieux dans certains cas. Cependant, à cause de l'expansion rapide de la microfinance en Bosnie-Herzégovine et des difficultés avec son implémentation dans le reste de l'ex-Yougoslavie, un cadre juridique fut jugé essentiel.⁷⁵ Dans un effort commun pour concrétiser le cadre juridique, la Banque mondiale collabora avec les Ministres des Finances des deux entités, les Institutions de microfinance, le LIP, les agences bancaires et un consultant d'USAID. La loi encadra la microfinance fut rédigée en 1999 et approuvée l'année suivante dans chacune des deux entités de la Bosnie-Herzégovine.⁷⁶

Le cadre juridique proposa quatre catégories d'institutions financières. Premièrement, les organisations de microcrédit offraient seulement des microcrédits sans faire de profit. Ensuite, les compagnies de Finances étaient privées et offraient des prêts autant aux microentrepreneurs qu'à d'autres clients. Les associations d'épargne et de crédit formaient des coopératives dans lesquels les membres gouvernaient les prêts et pouvaient mobiliser des capitaux. Ensuite, les institutions de microfinance formaient des microbanques autorisées à accepter des dépôts du public.⁷⁷

⁷⁴International Labor Organization, Natasha Goronja, « The Evolution of Microfinance in a Successful Post-Conflict Transition : The Case Study for Bosnia-Herzegovina ».

⁷⁵*Ibid.*

⁷⁶La Banque Mondiale, *Implementation Completion and Results Report* (Washington: Le Groupe Banque mondiale, 2000), p. 8.

⁷⁷*Ibid.*, p. 7.

Par ailleurs, la microfinance n'était pas un outil pour la résolution de conflit. La réconciliation peut être une conséquence indirecte de la microfinance, mais ne doit pas être son but premier.⁷⁸ Il y a des exemples dans lesquels la microfinance a catalysé la collaboration interethnique. Entre autres, Women's World Banking observa une volonté de coopération entre Serbes et Bosniaques lorsque les échanges interethniques amélioreraient la prospérité de leur microentreprise.⁷⁹ La microfinance facilita également l'intégration des personnes déplacées qui avaient fui Srebrenica pour s'installer à Tuzla. Tranquillement, la méfiance des résidents fit place à la collaboration à travers les prêts à garantie mutuelle. Une spécialiste en microfinance, Natasha Gononja, était la première chrétienne que son client musulman voyait depuis qu'un chrétien avait tué son frère. Plusieurs clients lui firent part que c'était la première fois qu'ils faisaient confiance à une chrétienne.⁸⁰ Dans certains cas, la microfinance peut faciliter la réconciliation et améliorer les réseaux sociaux. Par contre, dans d'autres occasions, les tensions interethniques ont forcé les institutions de microfinance à s'adapter à la réalité de celle-ci comme établir des bureaux satellites pour chacune des ethnies, car elles n'étaient pas confortables de se côtoyer dans le bureau central.⁸¹ La microfinance peut augmenter les relations sociales lorsque les gens appartenant à différentes ethnies recommencent à communiquer, à échanger, à refaire confiance, mais le développement économique demeure l'objectif premier de la microfinance.

⁷⁸International Labor Organization, Natasha Goronja, « The Evolution of Microfinance in a Successful Post-Conflict Transition : The Case Study for Bosnia-Herzegovina ».

⁷⁹Karen Doyle, *Microfinance in the Wake of Conflict : Challenge and Opportunities* (Bethesda: Microenterprise Best Practices, 1998), p. 31.

⁸⁰Jennifer Bernal-Garcia, « Post-Conflict Microfinance and Social Reconciliation: Overcoming Barriers through Process Mitigation », *Stanford Journal of Microfinance* 1, (2008), p. 9.

⁸¹Karen Doyle, *Microfinance in the Wake of Conflict : Challenge and Opportunities* (Bethesda: Microenterprise Best Practices, 1998), p. 34.

Dernièrement, la coordination entre les intervenants en microfinance sur le terrain était essentielle afin d'éviter le dédoublement d'effort et le surendettement de la population. Par exemple, dans un petit village de 22 000 habitants, trois institutions de microfinance se partageaient le marché. Puisque les institutions ne se partagèrent pas l'information sur leurs clients et que le marché fut trop petit pour trois institutions, plusieurs clients obtinrent plusieurs microprêts et furent incapable de les rembourser. D'autre part, dans un canton au Nord-ouest de Tuzla, les institutions présentes se réunissaient régulièrement pour échanger leur liste de clients, planifier les expansions de marché et partager leurs expériences et leurs leçons apprises. Ceci permit d'éviter le surendettement de la population et augmenter l'efficacité de la gestion des institutions de microfinance.⁸²

Il semble que cette leçon apprise fut oubliée et que l'erreur fut reproduite par les institutions de microfinance quelques années plus tard en Bosnie-Herzégovine. Effectivement, en 2009, 30% des clients en microfinance avaient plus d'un microprêt. La crise financière de 2008 rendit leur situation précaire et ils furent incapables de faire leurs paiements à temps. L'International Finance Corporation (IFC) du Groupe de la Banque mondiale dû faire la promotion de la microfinance responsable et améliorer le cadre légal pour protéger les clients et diminuer le surendettement.⁸³

Finalement, les leçons apprises en Bosnie-Herzégovine démontrent que les principes de la microfinance s'appliquent dans une situation post-conflit. Les ONG sont

⁸²Geetha Nagarajan, *Microfinance in Post-Conflict Situations : Towards Guiding Principles for Actions* (Geneva: International Labour Organization, 1999), p. 17.

⁸³Lory Camba Opem et Natasa Goronja, *Reducing Overindebtedness for Bosnia and Herzegovina's Microfinance Borrowers* (Washington: International Finance Corporation, 2013), p. 1.

efficaces pour rejoindre la clientèle sur le terrain, par contre, ils nécessitent de l'entraînement à cause de leur manque de connaissances bancaires. Les services offerts doivent tenir compte des besoins des clients et de la complexité ethnique post-conflit. Pour créer des institutions de microfinance durables et autosuffisantes, il est important que les clients comprennent qu'ils reçoivent un prêt et non une subvention. La coordination et l'échange d'information entre les institutions évitent que les clients aient accès à plusieurs prêts et leur surendettement. La microfinance, à elle seule, n'est pas un outil de réconciliation, mais peut contribuer à améliorer les relations sociales.

Résultats et limites de la microfinance en Bosnie-Herzégovine

L'implémentation de la microfinance en Bosnie-Herzégovine fut un succès. L'objectif de la Banque mondiale de fournir 10 000 prêts aux microentrepreneurs affectés par la guerre et n'ayant pas accès au crédit des banques traditionnelles fut atteint. Avant le 30 juin 2000, 50 261 microprêts d'une valeur totale de 67 millions de dollars américain avaient été octroyés. Les femmes, majoritairement des veuves de la guerre, constituaient 49% des clients. Les personnes déplacées représentaient 21% et les expatriés 5% des preneurs. Généralement, la valeur du premier prêt était moins de 1 200 dollars américains et la valeur du prêt pouvait augmenter au cycle suivant. La valeur moyenne des prêts se situait à 1 450 dollars américains. Le taux de remboursement était extrêmement élevé. Les institutions de microfinance sous le LIP utilisèrent le ratio de risque du portefeuille pour comparer le taux de délinquance de remboursement de prêt. Ce ratio compare la balance non remboursée en retard d'un prêt avec la balance non remboursée de tous les

prêts. Le ratio de risque se situait à 0,66% pour la Bosnie-Herzégovine, alors que mondialement, il se situait à 1,7%.⁸⁴

De plus, le LIP eu un impact significatif sur la création d'emplois. Le secteur informel employait 21% de la main d'œuvre en Bosnie-Herzégovine. En moyenne, chaque microentrepreneur employait un à trois employés. Il est estimé que le LIP a créé 24 114 emplois et a permis de sauvegarder 40 740 emplois qui existaient déjà.⁸⁵ Les résultats démontrent que les municipalités dans lesquelles il y a une ou des institutions de microfinance, les microentrepreneurs eurent un meilleur accès au crédit. Ayant accès au crédit, les microentrepreneurs eurent moins recours aux fonds internes pour investir, ce qui améliora leurs conditions sociaux-économiques.⁸⁶

Avec le succès du LIP, la Banque mondiale engendra le projet suivant, Local Initiatives Project II (LIP II), de 2001 à 2005. Les objectifs du projet furent de faciliter le transfert de la microfinance des ONG vers des organisations commerciales légales et augmenter la viabilité financière, augmenter les revenus et les emplois et l'impact social à travers la provision de microcrédits. La Banque mondiale finança le projet avec 20 millions de dollars américain.⁸⁷ L'analyse de rendement du LIP II démontra un impact positif sur entre autre le mieux-être des ménages, le développement d'entreprises, la création d'emplois, les salaires des travailleurs, le développement agricole et de

⁸⁴La Banque Mondiale, *Implementation Completion and Results Report Local Initiatives Project* (Washington: Le Groupe Banque mondiale, 2000), p. 4.

⁸⁵*Ibid.*

⁸⁶Valentina Hartarska et Denis Nadolnyak, *An Impact Analysis of Microfinance in Bosnia and Herzegovina* (Auburn : Département de l'Agriculture économique et de la Sociologie rurale, 2007), p. 21.

⁸⁷La Banque Mondiale, *Implementation Completion and Results Report Local Initiatives Project II* (Washington: Le Groupe Banque mondiale, 2005), p. 2.

l'élevage.⁸⁸ Par contre, isoler l'impact de la microfinance s'avéra difficile, car 29% des microentrepreneurs avaient également d'autres sources de revenus.⁸⁹ Une autre étude démontra que le revenu annuel par habitant a augmenté de façon significative pour les clients de microfinance, contrairement aux non-clients, pour lesquels il est demeuré inchangé.⁹⁰

Le secteur de microfinance s'est graduellement institutionnalisé et plusieurs affirme que le cas de la Bosnie-Herzégovine fut un succès. Par contre, plusieurs s'opposent à cette évaluation à cause de la difficulté éprouvée par la Bosnie-Herzégovine à développer les petites et moyennes entreprises. Bateman affirme que la microfinance mène à la désindustrialisation et à l'infantilisation de l'économie de la Bosnie-Herzégovine, ce qui a nui au développement économique à long terme. Selon Bateman, la microfinance a réduit le secteur entrepreneurial à un niveau minimal d'efficacité. Il n'y a eu aucune tentative d'élaboration de politique de développement industriel pour la Bosnie-Herzégovine. Au lieu d'investir dans les microentreprises, le crédit aurait dû être offert à des petites entreprises afin d'augmenter les innovations technologiques, les compétences et les connaissances techniques.

En conclusion, la Bosnie-Herzégovine fait ressortir plusieurs aspects complexes et les difficultés dans l'application de la microfinance en situation post-conflit : l'animosité entre les ethnies, l'absence de cadre légal, le manque de connaissances financières des ONG, l'équilibre fragile entre réduire la pauvreté et soutenir la

⁸⁸ Anne Welle-Strand, Kristian Kjøllestad et Nick Sitter, « Assessing microfinance: The Bosnia and Herzegovina Case », *Managing Global Transitions* 8, n° 2 (2010), p. 159.

⁸⁹ *Ibid.*

⁹⁰ *Ibid.*, p.161.

microfinance durable. L'étude de cas démontre que la microfinance est un outil de développement économique et de réduction de pauvreté. Les meilleures pratiques de microfinance doivent être mises en application afin de développer des institutions durables tout en s'adaptant au contexte social. L'utilisation des ONG pour la provision de microfinance s'est avéré un choix judicieux par la Banque mondiale, car ils s'avaient rejointre la population. Par contre, l'entraînement et l'encadrement du personnel étaient nécessaires. Bien qu'il soit tentant d'utiliser la microfinance comme outil de réconciliation, cela n'est pas sa vocation première, mais cela peut parfois être un effet de deuxième ordre.

CHAPITRE 3 – LA MICROFINANCE ISLAMIQUE

La microfinance remporta un succès dans les pays à majorité musulmane, notamment la Grameen Bank au Bangladesh. Il est estimé que 650 millions de musulmans vivent avec moins de 2 dollars par jour.⁹¹ Cependant, les données disponibles démontrent que 72% des personnes vivant dans les pays musulmans n'utilisent pas les services bancaires traditionnels et ce, même lorsque ces services sont disponibles.⁹² Une des raisons invoquées est que les services bancaires traditionnels sont incompatibles avec les principes financiers de la charia⁹³. Dans la dernière décennie, à cause de la demande en produits financiers conformes à la loi islamique, certaines institutions de microfinance ont développé la microfinance islamique. Celle-ci est le mélange de deux domaines en plein essor : la microfinance et la finance islamique.

La microfinance islamique offre la possibilité de combiner le principe musulman de prendre soin des plus démunis à celui de la microfinance de fournir des services financiers aux personnes qui sont rejetées par les banques traditionnelles. Au cours de ce chapitre, nous étudierons en premier lieu les principes de la finance islamique. Ensuite, nous analyserons les divers contrats de microfinance islamique et leurs défis de mise en œuvre.

⁹¹CGAP, « Islamic Microfinance Challenge 2013 », modifié le 25 novembre 2013, <http://www.cgap.org/news/islamic-microfinance-challenge-2013>.

⁹²Hafiz Zahid Mahmood, Kausar Abbas et Mehreen Fatima, « Islamic microfinance and household welfare nexus: empirical investigation from Pakistan », *Journal of Global Entrepreneurship Research* 7, n° 1 (janvier 2017), p. 1.

⁹³Loi canonique islamique régissant la vie religieuse, politique, sociale et individuelle, appliquée de manière stricte dans certains États musulmans.

Les principes de la microfinance islamique

La finance islamique est fondée sur les principes de la charia. Ces principes financiers reposent sur le fait d'assurer le bien-être de la population en interdisant des pratiques jugées injustes ou abusives. L'aspect économique de la finance islamique doit respecter les concepts islamiques de l'éthique, la distribution des richesses, la justice sociale et économique et le rôle de l'État. Ces principes encouragent le partage du risque, les droits et devoirs individuels, les droits de propriété et le caractère sacré des contrats.⁹⁴ La caractéristique du système financier islamique la plus connue est l'interdiction de percevoir ou de recevoir de l'intérêt ou le *riba*⁹⁵ sur une transaction financière. Cette interdiction découle des principes de la charia.

L'un de ces principes est que l'argent n'a pas de valeur intrinsèque. L'argent n'étant pas un actif productif, sa valeur ne peut pas croître. Pour augmenter de valeur, l'argent doit être jumelé avec une autre ressource et entreprendre une activité productive. L'intérêt conventionnel sur un prêt ou sur de l'épargne, à un taux de rendement fixe ou prédéterminé est considéré injuste, car il n'y a pas eu partage du risque.⁹⁶

Le risque doit donc être partagé entre le client et le fournisseur de fonds. Ces derniers ne sont pas considérés comme des bailleurs de fonds qui prêtent de l'argent à un taux d'intérêt prédéterminé, mais plutôt comme des investisseurs qui vont partager les

⁹⁴Mohammed Khaled, Building a Successful Business Model for Islamic Microfinance, 2011 Global Microcredit Summit (Commissioned Workshop Paper), November 14-17 2011, Valladolid, Espagne, p. 4.

⁹⁵Étymologiquement, le *riba* veut dire usure ou intérêt.

⁹⁶Mohammed Khaled, Building a Successful Business Model for Islamic Microfinance, 2011 Global Microcredit Summit (Commissioned Workshop Paper), November 14-17 2011, Valladolid, Espagne, p. 4.

risques, les profits et les pertes avec le client.⁹⁷ Le client d'une banque islamique a ainsi le statut d'actionnaire.

Le troisième principe fondamental est celui de la finalité matérielle. Toutes les transactions financières doivent être liées directement ou indirectement à une activité économique réelle. Ce principe interdit donc la spéculation financière et les activités comme la vente à découvert, les jeux de hasards y compris les loteries.⁹⁸

Par ailleurs, les musulmans ne peuvent bénéficier d'activités jugées immorales par la charia. L'interdiction du haram⁹⁹ englobe les investissements illicites dans les entreprises liées au tabac, à l'alcool, les drogues, les jeux de hasard, le porc et les armes de destruction massive. Globalement, la charia interdit le financement d'activités considérées nocives pour la société.¹⁰⁰

Le dernier principe est celui du caractère sacré des contrats. Ce dernier interdit l'exploitation contractuelle. Chaque contrat est signé d'un commun accord et indique tous les termes et les conditions. La divulgation de l'information est obligatoire et contribue à réduire le risque d'asymétrie de l'information et à augmenter la transparence pour le bénéfice du vendeur et de l'acheteur.¹⁰¹

La jurisprudence et le fiqh pour créer des contrats financiers conformes à la charia est complexe. Dans l'islam, le fiqh désigne la compréhension de la charia, à savoir le droit positif regroupant tous les aspects de la vie, religieux, politiques et privés.

⁹⁷*Ibid.*, p. 5.

⁹⁸*Ibid.*

⁹⁹Territoire sacré.

¹⁰⁰*Ibid.*

¹⁰¹*Ibid.*

Plusieurs années de formation sont nécessaires afin d'être certifié pour émettre un jugement financier. De façon générale, les spécialistes en finance islamique s'entendent sur les préceptes financiers de la charia. Par contre, il n'y a aucune autorité financière centralisée. Ceci occasionne des divergences d'opinion dans l'implémentation des principes dans les produits financiers.

Les produits de la finance islamique

Il y a différents types de contrats en microfinance islamique disponibles. Le plus utilisé est celui du mourabaha qui est un contrat de vente à prix majoré. Typiquement, le client sollicite l'achat d'une commodité. Le bailleur de fonds achète la commodité et la revend au client à un prix majoré pour le service rendu. Le bailleur de fond demeure propriétaire de la commodité jusqu'à ce que le client ait remboursé l'achat. La majoration se distingue de l'intérêt, car elle est de valeur fixe et ce, même si les paiements ne respectent pas leur échéancier. Afin qu'un contrat mourabaha se conforme à la charia, le bailleur de fond doit être le propriétaire de la commodité avant la vente, la commodité doit être tangible et les deux parties doivent s'entendre sur l'achat et le prix de revente.¹⁰²

Un deuxième type de contrat est l'ijara qui est un contrat de location utilisé pour financer de l'équipement. La durée de ce type de contrat et les paiements doivent être déterminés à l'avance afin d'éviter la spéculation. Pour qu'un contrat ijara respecte la charia et ne soit pas une vente avec un intérêt déguisé, le contrat doit spécifier le propriétaire de l'équipement et indiquer que la responsabilité de sa maintenance incombe

¹⁰²Nimrah Karim, Michael Tarazi et Xavier Reille, *Islamic Microfinance : An Emerging Market Niche Focus Note*, n° 49 (Washington : CGAP, 2008), p. 3.

au propriétaire. Un contrat ijara peut être enchaîné par un contrat de vente durant lequel la propriété de l'équipement est transférée au locataire.¹⁰³

Un autre type de contrat est le moudaraba qui est un financement en fiducie. Une partie fournit le financement et l'autre assure la gestion du projet et la main d'œuvre. Les profits sont partagés selon un ratio prédéterminé. Cependant, les pertes sont entièrement assumées par le prestataire des services financiers. Le gestionnaire ne perd que les heures de travail qu'il aura investi. Un contrat moudaraba requiert beaucoup de transparence afin de rapporter les pertes et les profits pour les distribuer adéquatement. Il en résulte un coût élevé d'opération.¹⁰⁴

Par ailleurs, le mousharaka est un contrat de participation au capital d'une entreprise et partage lui aussi, les profits et les pertes selon un ratio préétabli. Un ou plusieurs prestataires fournissent les fonds et l'expertise d'un investissement et se partagent les profits au prorata des fonds investis. Le client et les prestataires détiennent conjointement l'entreprise. Le client rachète progressivement sa part selon les profits faits par l'entreprise et la durée est réévaluée selon sa performance financière. Lorsque le contrat se termine, le client devient propriétaire de l'actif.¹⁰⁵ Tout comme le moudaraba, le mousharaka requiert de la transparence ce qui occasionne des coûts d'opération élevés.

L'équivalent islamique d'un régime d'assurance mutuelle est le takaful. Dans un contrat takaful, chaque participant contribue à un fond qui est utilisé pour subvenir aux besoins d'un membre du groupe en cas de besoin comme un décès, un accident, un vol ou

¹⁰³*Ibid.*

¹⁰⁴Mohammed Khaled, Building a Successful Business Model for Islamic Microfinance, 2011 Global Microcredit Summit (Commissioned Workshop Paper), November 14-17 2011, Valladolid, Espagne, p. 23.

¹⁰⁵*Ibid.*

une perte de récolte. Les primes payées sont investies de façon conforme à la charia afin d'éviter la génération d'intérêt.¹⁰⁶

D'autre part, le Qard-Hassan est un prêt sans intérêt. Le bailleur de fond ne peut exiger le remboursement, cependant l'emprunteur est dans l'obligation morale de le repayer. Les motivations pour un prêteur de prêt Qard-Hassan sont celles de bienveillance et d'inclusion sociale et non monétaire.¹⁰⁷ Les banques ont le droit de faire payer les frais d'administration ou de transaction en autant que ces frais ne soient pas associés à la valeur du prêt à maturité ou ne soient pas un intérêt déguisé.¹⁰⁸

Dernièrement, le salam est un paiement anticipé sur une livraison future. Ceci est utilisé dans le secteur agricole et permet aux agriculteurs de financer la production de leur récolte. L'acheteur et le vendeur s'entendent sur la qualité, la quantité et le prix du produit, et le vendeur promet une date de livraison future.¹⁰⁹ Le prestataire financier peut exiger à l'agriculteur l'achat d'une assurance sur sa récolte, ce qui est conforme à la charia.

Les défis de la mise en œuvre de la microfinance islamique

Malgré la demande pour la microfinance islamique, sa portée demeure très limitée. Des 650 millions de musulmans vivant avec moins de 2 dollars par jour,

¹⁰⁶*Ibid.*, p. 16.

¹⁰⁷Zamir Iqbal et Bushra Shafiq, « Islamic Finance and The Role of Qard-Al-Hassan (Benevolent Loans) in Enhancing Inclusion: A Case Study of *Akhuwat* », *ACRN Oxford Journal of Finance and Risk Perspectives* 4, n° 4 (octobre 2015), p. 26.

¹⁰⁸Mohammed Khaled, Building a Successful Business Model for Islamic Microfinance, 2011 Global Microcredit Summit (Commissioned Workshop Paper), November 14-17 2011, Valladolid, Espagne, p. 25.

¹⁰⁹*Ibid.*

seulement 1 millions ont accès à la microfinance islamique.¹¹⁰ Les clients ayant recours à la microfinance islamique représentent seulement 1%¹¹¹ du nombre de clients de la microfinance et 80% des fournisseurs de microfinance islamique se trouvent concentrés en Indonésie, au Bangladesh et en Afghanistan. Néanmoins, la demande pour la microfinance est élevée. De 20 à 40% des personnes interrogées en Jordanie, Algérie et Syrie citent des raisons religieuses pour expliquer pourquoi elles n'ont pas recours à la microfinance traditionnelle.¹¹² Aucune des institutions en microfinance islamique œuvrant dans le monde arabe dans des pays tel que le Yémen, la Syrie et au Soudan, n'ont atteint 10 000 clients ou la durabilité financière. Pendant la même période, des institutions en microfinance conventionnelle avec des bureaux au Yémen, en Jordanie, en Égypte, en Tunisie et au Maroc ont dépassé les 100 000 clients pauvres et très pauvres tout en atteignant la durabilité financière. Cette faible portée malgré une forte demande démontre que les difficultés d'implémentation sont nombreuses.

Une des raisons évoquées pour laquelle la microfinance n'a pas atteint son plein potentiel est que l'accent a été mis principalement sur le mourabaha, le contrat à prix majoré. En effet, il représente 70%¹¹³ des produits en microfinance islamique offerts. Plusieurs critiquent que le prix majoré n'est qu'un intérêt déguisé, donc non-compatible avec la charia. Aussi, les coûts d'un contrat mourabaha sont plus élevés qu'un prêt conventionnel, car il implique une plus grande main d'œuvre. Il nécessite en plus du personnel pour accompagner le client lors de l'achat de l'équipement pour lequel le prêt

¹¹⁰CGAP, «Islamic Microfinance Challenge 2013», modifié le 25 novembre 2013, <http://www.cgap.org/news/islamic-microfinance-challenge-2013>.

¹¹¹Kaylene Alvarez et Mayada El-Zoghi, *Understanding costs and sustainability of sharia-compliant microfinance product*, CGAP Focus Note n° 101 (Washington : CGAP, 2008), p. 1.

¹¹²Nimrah Karim, Michael Tarazi et Xavier Reille, *Islamic Microfinance : An Emerging Market Niche Focus Note*, n° 49 (Washington : CGAP, 2008), p. 1.

¹¹³*Ibid.*, p. 8.

est destiné. Pour réduire les coûts, certaines institutions de microfinance fournissent moins de prêts, mais d'une valeur plus élevée. Ils desservent moins de clients, des clients mieux nantis ou des clients qui n'ont pas la capacité de rembourser le prêt.

Une autre méthode employée pour réduire les coûts fut de demander au client de faire affaire directement avec le vendeur de la marchandise qu'il souhaite acheter et d'apporter le reçu. Ce processus s'apparente à un prêt conventionnel et rebute les clients qui cherchent un prêt respectant la charia. De plus, le mourabaha offre moins de flexibilité au client, car ce dernier ne peut pas utiliser le prêt pour des services comme la maintenance de l'équipement. Bref, les coûts additionnels et les similitudes avec le prêt conventionnel du mourabaha ont contribué à la portée limitée de la microfinance islamique.¹¹⁴

Ensuite, le Qard-Hassan représente le deuxième produit le plus employé. Puisque c'est un prêt sans intérêt, il nécessite des dons ou des subventions et ne peut pas atteindre un stade de durabilité financière et d'autosuffisance.¹¹⁵ Au début de la mise en œuvre de la microfinance conventionnelle, des sommes considérables d'argent furent injectées et des portefeuilles profitables furent créés. Éventuellement, la performance financière de la microfinance attira les banques et leurs investissements. Contrairement à la microfinance conventionnelle, les institutions de microfinance islamique éprouvent de la difficulté à développer un modèle viable attrayant pour les banques islamiques.

Puisque la microfinance islamique est encore considérée risquée, même aux yeux des

¹¹⁴Mohammed Khaled, *Building a Successful Business Model for Islamic Microfinance*, 2011 Global Microcredit Summit (Commissioned Workshop Paper), November 14-17 2011, Valladolid, Espagne, p. 8.

¹¹⁵Kaylene Alvarez et Mayada El-Zoghi, *Understanding costs and sustainability of sharia-compliant microfinance product*, CGAP Focus Note n° 101 (Washington : CGAP, 2008), p. 2.

banques islamiques, ces dernières n'y investissent pas. Ceci diminue le financement et ainsi, la portée des institutions en microfinance islamique.¹¹⁶

L'utilisation de mousharaka et moudaraba, deux contrats de partage des profits et des pertes, a été très limitée en microfinance. Pourtant, selon plusieurs spécialistes en droit islamique, ces contrats sont les plus conformes à la charia.¹¹⁷ Les institutions en microfinance sont réticentes à offrir ces produits à cause de la transparence requise pour distribuer adéquatement les profits et les pertes et les coûts d'exploitation élevés que cela occasionne. D'autant plus que les petites et microentreprises ne pratiquent pas formellement de comptabilité.¹¹⁸

Certains argumentent que la microfinance islamique n'a pas encore rentabilisé les dons de charité tel que la zakat et le waqf pour se financer.¹¹⁹ La zakat¹²⁰, un pilier de l'Islam, est une aumône obligatoire, et le waqf représente un don fait à perpétuité par un particulier à une œuvre d'utilité publique, pieuse ou charitable, ou à un ou plusieurs individus. La zakat et le waqf peuvent contribuer à démarrer les institutions en microfinance jusqu'à ce qu'elles atteignent un niveau de durabilité financière.

Afin de trouver des solutions à l'impasse de la microfinance islamique, le CGAP, la Deutsche Bank, la Grameen-Jamel Bank et la Islamic Development Bank ont

¹¹⁶Mohammed Khaled, Building a Successful Business Model for Islamic Microfinance, 2011 Global Microcredit Summit (Commissioned Workshop Paper), November 14-17 2011, Valladolid, Espagne, p. 10-11.

¹¹⁷Kaylene Alvarez et Mayada El-Zoghi, *Understanding costs and sustainability of sharia-compliant microfinance product*, CGAP Focus Note n° 101 (Washington : CGAP, 2015), p. 2.

¹¹⁸Mohammed Khaled, Building a Successful Business Model for Islamic Microfinance, 2011 Global Microcredit Summit (Commissioned Workshop Paper), November 14-17 2011, Valladolid, Espagne, p. 9.

¹¹⁹Rashidah Abdul Rahman et Faisal Dean, « Challenges and solutions in Islamic microfinance », *Humanomics* 29, n° 4 (2013), p. 295.

¹²⁰Il s'agit d'une œuvre de culte d'ordre financier qui purifie l'âme et hausse ses mérites, comme elle purifie les biens et accroît la richesse. Ce n'est pas une obole offerte au pauvre par le riche, mais un droit dû au pauvre sur les biens du riche : « Prélève sur leurs biens une part pour les purifier et élever leurs âmes ».

lancé le Défi de la Microfinance Islamique en 2010. Le but était de développer un nouveau modèle d'affaire qui seraient économiquement viables, flexibles, conformes à la charia tout en répondant aux besoins du marché.¹²¹ Autant les institutions que les individus pouvaient soumettre leur idée de projet. Le défi souleva beaucoup d'intérêt et reçut 130 applications provenant de 43 différents pays. Le gagnant, la Al-Amal Microfinance Bank du Yémen, remporta le prix de 104 000 dollars américains pour l'implémentation de son projet.¹²²

Plusieurs lignes directrices émanèrent du défi 2010 pour l'implémentation de la microfinance islamique. Tout d'abord, contrairement à la microfinance conventionnelle qui offre un produit et éventuellement se diversifie, il fut recommandé de segmenter le marché et diversifier les produits dès le départ.¹²³ Les clients de microfinance islamique n'ont pas tous les mêmes besoins et plusieurs sortes de contrats sont nécessaires pour répondre à leur besoin. Ensuite, les institutions doivent agir comme des investisseurs et non comme des crédateurs, faire le suivi des projets et offrir des services de consultations.¹²⁴ Des services d'aide au développement des microentreprises doivent être disponibles tel que des formations professionnelles. Avec le succès du défi 2010, le CGAP relança un autre défi en 2013 en partenariat avec la Islamic Development Bank, la Al Baraka Banking Group et Triple Jump. Cette fois-ci, le but était d'accroître la portée de la microfinance islamique tout en stimulant l'innovation. Le défi fut réservé exclusivement aux fournisseurs de produits en microfinance islamique désirant

¹²¹CGAP, « Launching Islamic Microfinance Challenges 2010 », modifié le 16 mars 2010, <http://www.cgap.org/news/launching-%E2%80%98islamic-microfinance-challenge-2010%E2%80%99>.

¹²²Mohammed Khaled, Building a Successful Business Model for Islamic Microfinance, 2011 Global Microcredit Summit (Commissioned Workshop Paper), November 14-17 2011, Valladolid, Espagne, p. 12.

¹²³*Ibid.*, p. 15.

¹²⁴*Ibid.*

augmenter leur clientèle.¹²⁵ Malgré les défis de mise en œuvre, la microfinance islamique est un domaine en plein essor.

En conclusion, la microfinance islamique offre la possibilité aux musulmans dans le besoin d'être inclus dans des services financiers qui respectent leurs croyances religieuses. Selon la charia, l'argent n'a pas de valeur intrinsèque, et donc, ne peut pas croître. Puisque la microfinance conventionnelle exige un taux d'intérêts pour recouvrir les coûts d'exploitation, elle n'est donc pas conforme à la charia. Plusieurs produits peuvent être offerts par la microfinance islamique. Entre autres, on retrouve le mourabaha, l'ijara, le moudaraba, le mousharaka, le takaful, le Qard-Hassan et le salam. Malgré la demande élevée pour la microfinance islamique, sa portée demeure très limitée. Le contrat le plus utilisé est le mourabaha, mais pour plusieurs, les coûts d'exploitation sont soit trop élevés ou le prix majoré n'est qu'un intérêt camouflé. Le Qard-Hassan, étant un prêt sans intérêt, n'est pas commercialement viable. Les produits de partage des profits et des pertes tels que le moudaraba et le mousharaka n'ont presque pas été employés jusqu'à présent. Ils représentent une option intéressante, car ils permettent d'être conforme à la charia tout en étant rentable. La microfinance islamique n'a toujours pas trouvé la formule qui lui permettrait d'atteindre la durabilité financière tout en maximisant sa portée. Les difficultés rencontrées dans l'implémentation de la microfinance islamique nécessitent toujours la créativité et l'innovation dans l'élaboration de solutions qui vont surmonter ces obstacles.

¹²⁵CGAP, « Islamic Microfinance Challenge 2013 », modifié le 25 novembre 2013, <http://www.cgap.org/news/islamic-microfinance-challenge-2013>.

CHAPITRE 4 – LA MICROFINANCE EN SYRIE

La guerre civile en Syrie fait rage depuis 2011 et a coûté la vie à plus de 400 000 mille personnes et a blessé 1,2 millions de personnes¹²⁶. La violence du régime du président Bashar el-Assad contre sa population civile, entre autres par l'utilisation d'armes chimiques et des violations des droits humains, a été condamnée par la Ligue arabe, l'Europe et les États-Unis. Le conflit a forcé 5,5 millions de personnes à se réfugier chez les pays voisins et 6,1 millions de personnes à se déplacer à l'intérieur du pays.¹²⁷ L'impact de la guerre a causé une crise humanitaire et un mouvement migratoire de la population syrienne vers l'Europe.

Bien que le conflit s'éternise, la Banque mondiale souligne l'importance de préparer l'éventuelle reconstruction pour être fin prêt le jour où le conflit va se terminer.¹²⁸ Au cours de ce chapitre, nous discuterons du conflit en Syrie afin d'évaluer comment la microfinance peut être utilisée comme un outil de développement économique et de réduction de la pauvreté lorsque le pays sera dans un environnement post-conflit. Tout d'abord, l'historique de la guerre civile syrienne sera analysé pour identifier les complexités qui auront un impact sur la reconstruction. Ensuite, nous discuterons des conditions post-conflits dans lesquelles la microfinance sera implémentée. Subséquemment, nous examinerons ce qui pourrait être mis en place en

¹²⁶CNN, « Syrian Civil War Fast Facts », modifié le 14 avril 2018,

<https://www.cnn.com/2013/08/27/world/meast/syria-civil-war-fast-facts/index.html>.

¹²⁷UNHCR, « Le nombre de personnes déplacées atteint son plus haut niveau depuis des décennies », modifié le 19 juin 2017, <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2017/6/5943f3eca/nombre-personnes-deplacees-atteint-haut-niveau-decennies.html>.

¹²⁸Yezid Sayigh, Canergie Middle East Center, « Reconstructing Syria : The Need to Break the Mold », modifié le 17 juin 2017, <http://carnegie-mec.org/2016/06/17/reconstructing-syria-need-to-break-mold-pub-63827>.

matière de microfinance en se basant sur les leçons apprises et les pratiques de bonne gestion des chapitres précédents.

Historique du conflit en Syrie

Les vagues de révoltes qui prirent d'assaut le monde arabe en 2011 n'épargnèrent pas la Syrie. Initialement, le printemps arabe syrien se résuma à des manifestations pacifiques sollicitant la démocratie et dénonçant le régime autoritaire baasiste du président el-Assad. Sévèrement réprimées par el-Assad, les contestations cédèrent tranquillement leur place à une insurrection très complexe qui progressa sur plusieurs fronts.¹²⁹

Les forces loyalistes

Le président el-Assad est au pouvoir depuis 2000 en remplacement de son père Hafez el-Assad qui avait dirigé le pays depuis 1970. El-Assad, tout comme la majorité de l'élite de la Syrie provient de la minorité ethnique et religieuse alaouite du nord de la Syrie. L'Armée arabe syrienne est constituée d'unités d'élites et de forces spéciales de la minorité alaouite. À cela s'ajoute des conscrits sunnites. À mesure que la répression d'el-Assad se fit sur les manifestations et la population, des milliers de militaires sunnites désertèrent les rangs de l'armée du régime et commencèrent à attaquer celle-ci.¹³⁰ Les conscrits sont désormais confinés en garnison. Dans le camp pro-gouvernemental, on retrouve également les shabiha, une milice alaouite qui fut utilisé par le régime pour disperser brutalement les manifestations. En supplément, el-Assad peut compter sur des

¹²⁹*Ibid.*

¹³⁰Hani Albasoos, « An overview of the Conflict in Syria », *International Journal of Research in Business and Social Science* 6, n° 1 (2017), p. 47.

milices chiites, entraînées et armées par l’Iran. Il y a plus de 50 milices chiites en Syrie dont le Hezbollah.¹³¹

El-Assad reçoit le soutien politique et financier de l’Iran et de la Russie. La Syrie et l’Iran sont étroitement liés entre autres par le fait que la Syrie fut le premier pays à reconnaître l’Iran en 1979 après la Révolution iranienne. Qui plus est, la Syrie fut le seul pays arabe à soutenir l’Iran dans sa guerre contre l’Irak. De même, el-Assad est alaouite, une ethnie religieuse apparentée aux chiites. Pour l’Iran, la chute d’el-Assad représenterait la perte d’un allié et l’arrivée au pouvoir d’un gouvernement favorable à l’Arabie Saoudite serait un cauchemar stratégique. En conséquence, l’Iran a déployé des éléments du Corps des Gardiens de la révolution et des unités de son armée régulière. En outre, l’Iran subventionne et entraîne plusieurs milices chiites dont le Hezbollah.¹³²

L’alliance entre la Russie et la Syrie date de la guerre froide. La Syrie demeure le dernier allié de la Russie au Moyen-Orient et est un grand consommateur de son armement.¹³³ La Russie y voit la possibilité de maintenir la base navale de Tartus, la base aérienne d’Hmeimin et de développer les champs de gaz naturels sous-marin.¹³⁴ À cause de la Tchétchénie, la Russie est hostile envers les Musulmans extrémistes et les forces anti-el-Assad font partie de cette catégorie. En plus d’utiliser son droit de veto à chaque vote du Conseil de Sécurité, la Russie envoie de l’équipement militaire tel que des

¹³¹Ignace Dalle et Wladimir Glasman, *Le cauchemar syrien* (Paris : Fayard, 2016), p. 83.

¹³²Brian Michael Jenkins, *The Dynamics of Syria's Civil War* (Santa Monica : RAND Corporation, 2018), p. 7.

¹³³*Ibid.*

¹³⁴Service canadien du renseignement de sécurité, *Les répercussions sécuritaires d’un Moyen-Orient post-révolutionnaire* (Ottawa : Imprimerie nationale du Canada, septembre 2014), p. 117.

hélicoptères et des systèmes de défense aérienne.¹³⁵ À partir de 2015, la participation militaire de la Russie prend la forme d'intenses bombardements, un déploiement de 5 000 troupes et des mercenaires, suffisamment pour faire permettre à el-Assad de reprendre le contrôle de la situation précaire de sa dictature.¹³⁶

Les forces d'opposition

L'insurrection contre el-Assad prit forme avec les déserteurs de l'armée arabe syrienne qui créèrent l'Armée syrienne libre (ASL). Par contre, l'ASL n'a pu s'unir et demeure divisée en trois factions. Le Front révolutionnaire syrien, est appuyé et financé par l'Arabie saoudite. Située dans le sud du pays, la brigade Yarmouk est administrée à partir de la Jordanie. La troisième faction est le mouvement syrien Hazm.¹³⁷

Ajoutant à la complexité, environ 70 autres factions sont alignées sur l'ASL et profitent de son système d'approvisionnement mais elles défendent une idéologie islamique particulière.¹³⁸ Par exemple, on retrouve l'union islamique Afnar al-Sham de Damas, l'armée des Moudjahidines, créé pour combattre l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL), le Front Asala wa al-Tanmiya, financé par des groupes salafistes pro-saoudiens et Failaq al-Sham, soutenu par les Frères musulmans.¹³⁹ D'autre part, le Front islamique est constitué de milices islamiques dirigées par les salafistes. Les groupes les plus importants sont l'Ahrar al-Cham, la brigade Tawhid et l'Armée de l'islam. À cause

¹³⁵Brian Michael Jenkins, *The Dynamics of Syria's Civil War* (Santa Monica : RAND Corporation, 2018), p. 7.

¹³⁶Nathalie Guibert, Le Monde, « Pourquoi l'intervention militaire russe en Syrie est un succès », modifié le 14 septembre 2017, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/09/13/pourquoi-l-intervention-militaire-russe-en-syrie-est-un-succes_5185235_3218.html.

¹³⁷Service canadien du renseignement de sécurité, *Les répercussions sécuritaires d'un Moyen-Orient post-révolutionnaire* (Ottawa : Imprimerie nationale du Canada, septembre 2014), p. 14.

¹³⁸*Ibid.*

¹³⁹*Ibid.*, p. 15.

d'un conflit avec l'EIL, le Front n'a pas été en mesure de fusionner toutes les milices et les enligner vers les mêmes objectifs. Aussi, le Front al-Nostra est un groupe syrien associé avec al-Qaïda et collaborant avec le Front islamique.¹⁴⁰

De plus, l'EIL, initialement une faction irako-syrienne d'al-Qaïda qui s'en est dissocié pour devenir l'État islamique en Irak et au Levant, est reconnu pour son salafiste djihadiste, son extrémisme et sa violence. Il attire les combattants étrangers de plusieurs pays dont les États arabes du Golfe, la Tunisie, la Lybie, la Chine, la Russie et l'Occident. Avec sa radicalité, l'EIL s'est mis à dos les autres groupes rebelles qui le combattent depuis janvier 2014.¹⁴¹

Finalement, les Kurdes forment le dernier groupe d'opposition au régime d'el-Assad. Leur lutte politique diverge des objectifs des groupes arabes, car ils ont longtemps été discriminés par le gouvernement et ils possèdent une forte identité culturelle. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), mouvement originaire de la Turquie, comportent deux armées : les Unités de défense du peuple (YPG) et l'Asayish. Les deux groupes ont une idéologie laïque gauchiste et emploient jusqu'à 40% de combattantes.¹⁴²

Donc, les groupes de l'opposition au régime d'el-Assad n'ont pu faire front commun à cause de différences entre leurs idéologies et leurs objectifs. Les groupes forment des alliances, se battent entre eux, puis se scindent et se fusionnent de façon opportuniste.

¹⁴⁰*Ibid.*, p. 16.

¹⁴¹*Ibid.*

¹⁴²*Ibid.*

Certains groupes rebelles reçoivent du soutien financier et militaire de l'Arabie saoudite et du Qatar. En 2015, l'Arabie saoudite a accepté de rejoindre les États-Unis dans la lutte contre EIIL, car il craignait que la popularité de ce dernier influence les salafistes djihadistes saoudiens qui contestent la monarchie saoudienne et éventuellement, menace la stabilité du régime.¹⁴³

Quant aux États-Unis, au début de la répression en 2011, le gouvernement américain est déjà occupé par le retrait de l'Irak et de l'Afghanistan et se distance du conflit syrien. En 2013, les États-Unis fournissent des armes légères et anti-char aux rebelles modérés. Éventuellement, les États-Unis effectuent une campagne aérienne contre l'EIIL, ce qui aide les Kurdes et alarme la Turquie. Après la défaite de l'EIIL, les troupes américaines demeurent en Syrie aux côtés de l'Armée démocratique syrienne, à majorité kurde, afin de prévenir le retour des djihadistes, de nuire à l'Iran et de protester contre el-Assad.¹⁴⁴

Pour l'instant, la paix semble lointaine. Le régime d'el-Assad se trouve dans une situation la plus avantageuse depuis 2011 et la survie de son régime n'est plus menacée. Avec l'intervention russe en 2015, le gouvernement contrôle dorénavant les centres urbains à l'ouest du pays, ce qui reste de l'industrie, les principaux axes routiers et les aéroports.¹⁴⁵ Les États-Unis, soutenus par des alliés, ont défait l'EIIL.¹⁴⁶ Les Kurdes contrôlent le nord-ouest de la Syrie. Les groupes rebelles sont réduits à harceler le régime d'el-Assad, dans les zones rurales, sans être capable de le vaincre et ne représente plus

¹⁴³Brian Michael Jenkins, *The Dynamics of Syria's Civil War* (Santa Monica : RAND Corporation, 2018), p. 11.

¹⁴⁴*Ibid.*, p. 15-16.

¹⁴⁵Service canadien du renseignement de sécurité, *Comprendre l'Après DAESH* (Ottawa : Imprimerie nationale du Canada, mai 2017), p. 25.

¹⁴⁶*Ibid.*, p. 26.

une menace à la survie du régime.¹⁴⁷ À mesure que le conflit perdure, les chances de réconciliations diminuent, cèdent à la revanche et risquent de s'enliser dans un long conflit. Bien que le conflit se soit radicalisé, le véritable problème n'est pas religieux, mais demeure géopolitique. D'un côté du fossé se trouve les intérêts américains, israéliens, saoudiens, qataris et turcs et, de l'autre côté, le régime d'el-Assad, la Russie et l'Iran.¹⁴⁸

Descriptif de la situation post-conflit en Syrie

Le conflit syrien entame sa septième année avec un lourd bilan en termes d'impacts sociaux et économiques. Les divisions religieuses en Syrie sont une conséquence du conflit et non la cause. Les manifestations pour la démocratie, la justice sociale et économique étaient initialement pacifiques et laïques. Plusieurs mouvements se sont tournés vers la religion pour augmenter leur mobilisation et les bailleurs de fonds.¹⁴⁹ L'influence des joueurs externes au conflit ont grandement contribué au passage de la laïcité à l'extrémisme, ce qui pourrait avoir une incidence sur le climat post-conflit.

Maintenant qu'el-Assad a contrôlé la rébellion, plus d'attention sera portée sur la stabilisation et la reconstruction. Cependant, une grande partie de la communauté internationale, dont les plus grands pays donateurs tels que les États-Unis, ne reconnaissent pas la légitimité d'el-Assad et n'investiront pas dans la reconstruction si ce dernier fait partie de la solution.¹⁵⁰ Ainsi, l'Occident se désengage du conflit. En

¹⁴⁷*Ibid.*

¹⁴⁸Service canadien du renseignement de sécurité, *Les répercussions sécuritaires d'un Moyen-Orient post-révolutionnaire* (Ottawa : Imprimerie nationale du Canada, septembre 2014), p. 24.

¹⁴⁹*Ibid.*, p. 23.

¹⁵⁰Sam Heller, Foreign Affairs, « Don't Fund Syria's Reconstruction: the West has Little Leverage and Little to Gain », modifié le 4 octobre 2017, <https://www.foreignaffairs.com/articles/syria/2017-10-04/dont-fund-syrias-reconstruction>.

contrepartie, la Russie se trouve dans une position d'influence et relègue les pays du Golfe, l'Union Européenne et les États-Unis dans des rôles secondaires.¹⁵¹ En ce qui a trait à la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite, ils ne sont pas unis par un but commun. De plus, l'Arabie saoudite est embourbée au Yémen.¹⁵²

El-Assad sera en mesure de commencer des initiatives de reconstruction et d'établir une zone économique dans les territoires qu'il contrôle. En revanche, l'aide financière de la Russie et de l'Iran sera insuffisante pour répondre aux besoins de la reconstruction qui est évaluée à 200¹⁵³ milliard de dollars américains.¹⁵⁴ En outre, les politiques économiques seront limitées à protéger les intérêts du régime et à maintenir une capacité militaire et un système de répression avant d'investir dans le développement social.

Selon un rapport de la Banque mondiale, 538 000 emplois furent perdus annuellement durant les quatre premières années du conflit et le taux de chômage se situe à 78%.¹⁵⁵ Le bombardement des installations sanitaires a nui de façon significative aux services de santé et plusieurs Syriens meurent car ils n'ont pas accès à des soins de santé. Certaines maladies telles que la polio refont surface.¹⁵⁶ Le système d'éducation est lui aussi affecté avec l'utilisation de ses installations comme quartier militaire.¹⁵⁷ Avec la

¹⁵¹Service canadien du renseignement de sécurité, *Comprendre l'Après DAESH* (Ottawa : Imprimerie nationale du Canada, mai 2017), p. 27.

¹⁵²*Ibid.*

¹⁵³Nicholas Fitzroy, « Syria – Country report », *The Economist Intelligence Unit*, (2017), p. 5, <http://country.eiu.com/syria>.

¹⁵⁴*Ibid.*, p.2.

¹⁵⁵La Banque mondiale, « The Visible Impacts of the Syrian War May Only be the Tip of the Iceberg », modifié le 10 juillet 2017, <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2017/07/18/the-visible-impacts-of-the-syrian-war-may-only-be-the-tip-of-the-iceberg>.

¹⁵⁶La Banque mondiale, *The Toll of War: The Economic and Social Consequences of the Conflict in Syria* (Washington: The World Bank Group, 2017), p. 40.

¹⁵⁷*Ibid.*, p. 44.

pénurie d'essence, les grandes villes ne peuvent se permettre que deux heures d'électricité par jour, ce qui affecte également les services essentiels. Le départ de 5 millions de réfugiés, l'éducation inadéquate de la population et la malnutrition causeront à long terme des conséquences sur la main d'œuvre.¹⁵⁸ Il est estimé que 60% des Syriens vivent dans la pauvreté extrême, taux qui se situait à 12,8% en 2011.¹⁵⁹

Par surcroît, les finances publiques sont appauvries, situation qui est exacerbée par la production de pétrole qui se situe à 30 000 barils par jour, contrairement à 385 000 en 2011, et par l'incapacité du gouvernement de reprendre le contrôle de certaines infrastructures pétrolières. Plusieurs raffineries de pétrole sont tombées dans les mains de l'EIL et ont été bombardées par les États-Unis et la Russie lors de leur lutte contre ce dernier. L'industrie pétrolière qui a été fort endommagée ne pourra aider à court terme et moyen terme la reprise économique du pays.¹⁶⁰ Les sanctions économiques des États-Unis et de l'Europe empêchent l'importation de pièces de rechange et le manque de main d'œuvre et l'insécurité nuisent à la production.

Discussion sur la mise en œuvre de la microfinance en Syrie

La route de la reconstruction de la Syrie sera longue et parsemée d'obstacles. La première embuche sera le financement. Les États-Unis, l'Union Européenne et même la Banque mondiale ne délieront pas les cordons de la bourse si el-Assad fait partie de la solution. L'Occident demeure échaudé par la corruption et les détournements de fonds qui sont souvent endémiques pendant les efforts de reconstruction, comme ce fut le cas

¹⁵⁸La Banque mondiale, « The Visible Impacts of the Syrian War May Only be the Tip of the Iceberg », modifié le 10 juillet 2017, <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2017/07/18/the-visible-impacts-of-the-syrian-war-may-only-be-the-tip-of-the-iceberg>.

¹⁵⁹La Banque mondiale, *The Toll of War: The Economic and Social Consequences of the Conflict in Syria* (Washington: The World Bank Group, 2017), p. 72.

¹⁶⁰*Ibid.*, p. 57.

en Afghanistan et en Irak. En plus, la Syrie manque d'attrait pour les investisseurs potentiels, ce qui n'était pas le cas avec l'Iraq. Le pays possède peu de ressources naturelles à exploiter, les droits de douane sont élevés et les sanctions contre la Syrie l'exclue des marchés internationaux. Le népotisme et la corruption rebutent plusieurs, dont la Chine qui n'investit pas en Syrie de peur de voir ses investissements s'envoler en fumée.¹⁶¹

D'autre part, le plan de reconstruction du gouvernement syrien et les stratégies de relance économique brillent par leur absence. Selon la Banque mondiale, investir la perte en capitaux qui a été causée par la guerre civile pour réinstaurer le niveau économique pré-conflit est insuffisant sans des changements organisationnels et institutionnels.¹⁶² La reconstruction implique quatre volets : la sécurité, la justice et la reconstruction, le bien-être social et économique et dernièrement, la gouvernance; une approche globale est donc nécessaire.¹⁶³ Cependant, cette dernière est absente du plan de reconstruction de la Syrie, ce qui voue les efforts de reconstruction à l'échec. Il est fort probable que les régions pro-el-Assad seront rebâties et les proches du pouvoir s'enrichiront. Désastreusement, le reste des régions seront laissées à elles-mêmes.

Cette discussion portera sur le volet économique et plus précisément, le rôle de la microfinance dans la reconstruction de la Syrie. La demande pour des microprêts est à son apogée en Syrie et met en relief l'utilité de la microfinance dans la reconstruction du

¹⁶¹Paul Cochrane, Middle East Eye, « Après la guerre, qui financera la reconstruction de la Syrie », modifié le 2 décembre 2017, <http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/apr-s-la-guerre-qui-financera-la-reconstruction-de-la-syrie-633512121>.

¹⁶²La Banque mondiale, *The Toll of War: The Economic and Social Consequences of the Conflict in Syria* (Washington: The World Bank Group, 2017), p. 94.

¹⁶³Samer Abbod, Canergie Middle East Center, « Comparative Perspective on the Challenges of Syrian Reconstruction », modifié le 30 décembre 2014, <https://carnegie-mec.org/2014/12/30/comparative-perspectives-on-challenges-of-syrian-reconstruction-pub-57618>.

pays. L'absence de plan de reconstruction fait en sorte que la microfinance pourrait jouer un rôle clé dans la reconstruction et la réduction de la pauvreté.¹⁶⁴

Les pratiques de bonne gestion en microfinance s'appliquent à la Syrie et les conditions essentielles énumérées par Doyle doivent être respectées pour que la microfinance soit fructueuse : une sécurité suffisante, l'ouverture des marchés et la stabilité de la population.

La sécurité

Premièrement, il doit y avoir assez de sécurité pour permettre aux activités économiques des clients de microfinance d'avoir lieu et aux fournisseurs de microfinance d'offrir leurs services et de recruter des nouveaux clients. Dans le contexte de la microfinance post-conflit en Syrie, il peut être problématique de définir « post-conflit ». Certaines régions seront sécuritaires et ailleurs, le conflit continuera d'osciller entre la violence, les tensions et l'instabilité politique. De plus, la pénurie de ressources, la disponibilité d'armes et de soldats démobilisés font en sorte que les institutions de microfinance deviennent une cible facile. Parfois, sans autre avenue, les soldats démobilisés n'ont d'autres choix que de se tourner vers le crime pour subvenir à leurs besoins.¹⁶⁵ L'insécurité oblige les institutions de microfinance à prendre des mesures supplémentaires telles qu'engager des gardes de sécurité et voyager en véhicules plus robustes, ce qui augmente leurs coûts d'opérations et les intérêts pour les clients.¹⁶⁶

¹⁶⁴Joude Badra, Canergie Middle East Center, « The Syrian Financial Sector », modifié le 7 janvier 2015, <https://carnegie-mec.org/2015/01/07/syrian-financial-sector-pub-57651>.

¹⁶⁵Sameeksha Desai, Jena Economic Research Papers, « Post-conflict Microfinance: Assessment and Policy Notes for Iraq », p. 4, modifié en septembre 2007, <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/25626/1/547174381.PDF>.

¹⁶⁶*Ibid.*, p. 6.

La réouverture des marchés

Ensuite, il doit y avoir une réouverture des marchés. Selon l' Economist Intelligence Unit, on peut s'attendre à une relance économique modeste dans la région côtière où les industriels et les marchands ont relocalisé leurs activités. Également, la zone agricole au nord-ouest est dorénavant sous contrôle gouvernemental, ce qui permettra une reprise des activités maraîchères et la diminution de la dépendance sur les importations. Les analystes économiques prévoient une réouverture des routes de commerce vers le Liban, la Jordanie, l'Iraq et potentiellement vers la Turquie.¹⁶⁷

La microfinance est déjà présente en Syrie par la voie de deux institutions de microfinance agréées et par un programme de microfinance sous la tutelle de l'Office de secours et de travaux des Nations unies (UNRWA).¹⁶⁸ L'Agence Aga Khan de microfinance a commencé ses opérations en Syrie en 2003 et est devenue la *First MicroFinance Institution Syria* (FMFI-S) en 2007, avec l'autorisation du gouvernement d'accepter de l'épargne. Malgré le conflit, la FMFI-S avait en avril 2016, sept branches, 23 273 clients et un portfolio de microprêts d'une valeur de 10,5 millions de dollars américains.¹⁶⁹ Ensuite, l'Ibdaa, une institution à but non-lucratif subventionnée par le Programme du Golfe arabe pour le développement des Nations Unies (AGFUND) a ouvert ses portes en 2011 et a continué d'opérer pendant la guerre civile.¹⁷⁰ Finalement, l'UNRWA opère un programme de microfinance depuis 2003. En 2015, 9 334 microprêts d'une valeur totale de 2,6 millions de dollars américains étaient gérés. L'autosuffisance

¹⁶⁷Nicholas Fitzroy, «Syria – Country report », *The Economist Intelligence Unit*, (2017), p. 7.

¹⁶⁸*Ibid.*

¹⁶⁹Aga Khan Agency for Microfinance, « First Microfinance Institution Syria : Building resilience through a Client-Centric Model », consulté le 27 avril 2018, https://www.microfinancegateway.org/sites/default/files/publication_files/drr_case_studyakam_8.pdf.

¹⁷⁰AGFUNG, «Microfinance Bank », consulté le 23 avril 2018, <http://agfund.org/activities/microfinance-banks/established-banks/>.

financière était atteinte. Par contre, la destruction de quatre de leurs bureaux en banlieue de Damas et d'Alep et les 8 648 microprêts qui durent être radiés en raison du conflit ont réduit le programme à environ un million de dollars américains. Il y a maintenant un manque de trois millions de dollars américains pour opérer efficacement.¹⁷¹

La stabilité de la population

Troisièmement, le mouvement de la population doit être suffisamment stable pour pouvoir offrir et percevoir le microprêt. Plus d'un million de réfugiés syriens se trouvent au Liban et 1,4 millions en Jordanie, ce qui représente 25% et 15% de la population du pays hôte respectivement.¹⁷² Les camps de réfugiés et les villes limitrophes sont devenus rapidement surpeuplés. La rareté des ressources telles que l'eau et l'agriculture et la surcharge sur l'infrastructure ont causé des tensions entre les réfugiés syriens et les résidents des pays hôtes. En janvier 2018, 76%¹⁷³ des réfugiés syriens au Liban et 80%¹⁷⁴ de ceux en Jordanie vivaient sous le seuil de pauvreté.

Une étude de marché sur la viabilité de la microfinance avec les réfugiés syriens faite par *Making Cents International* a démontré que 14% des maisonnées au Liban et 16% en Jordanie se qualifieraient en clients potentiels, c'est-à-dire que le foyer est capable de joindre les deux bouts avec leur microentreprise sans l'aide humanitaire. Ceci représente environ 13 000 foyers pour une valeur de 13,1 millions de dollars américains

¹⁷¹United Nations Work and Relief Agency, « Microfinance in Syria », consulté le 27 avril 2018, <https://www.unrwa.org/activity/microfinance-syria>.

¹⁷²Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, « Syria Regional Refugee Response », consulté le 27 avril 2018, <https://data2.unhcr.org/en/situations/syria/location/71>.

¹⁷³Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, « Survey finds Syrian refugees in Lebanon became poorer, more vulnerable in 2017 », modifié 9 janvier 2018, <http://www.unhcr.org/news/briefing/2018/1/5a548d174/survey-finds-syrian-refugees-lebanon-poorer-vulnerable-2017.html>.

¹⁷⁴Charlie Dunmore, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, « UNHCR's Grandi hails Jordan's job scheme for Syrian refugees », modifié le 9 février 2018, <http://www.unhcr.org/news/latest/2018/2/5a81bd504/unhcrs-grandi-hails-jordans-job-scheme-syrian-refugees.html>.

en microprêts. L'étude souligne également que, dans un futur rapproché, un total de 44 900 foyers de réfugiés syriens au Liban et en Jordanie pourraient devenir éligibles à des microprêts, ce qui représenterait une demande de 32,5 millions de dollars américains. Avec ces données, certaines institutions dont *Al Majmoua* et *Microfund for Woman* ont débuté leurs opérations en microfinance avec les réfugiés syriens, desservant surtout les femmes avec des prêts de groupe. Ils ont atteint 6 000 clients et vont débiter les microprêts individuels.¹⁷⁵ Cette clientèle offre aussi l'avantage d'attirer les bailleurs de fonds qui ne veulent pas investir en Syrie, mais sont à l'aise de fournir du financement pour les réfugiés syriens au Liban et en Jordanie.

Les conditions préférables

Les conditions préférables de Doyle devront éventuellement être présentes pour que la microfinance en Syrie soit durable et autosuffisante : une législation encadrant la microfinance, un système bancaire commercial de base, l'absence d'hyperinflation, une forte densité de population, une main d'œuvre éduquée, des réseaux sociaux forts et une confiance en la monnaie locale et les institutions financières. Contrairement à l'implémentation de la microfinance en Bosnie-Herzégovine, la Banque mondiale ne prend malheureusement pas la tête et se désengage de la Syrie. Ceci est dommage car la Banque mondiale avait conseillé la Bosnie-Herzégovine dans la législation de la microfinance et avait dirigé les ONG vers l'adoption des meilleures pratiques.

En février 2007, bien que la microfinance fût relativement sous-développée par rapport à d'autres pays de la région, le gouvernement syrien passa le Décret 15 pour la

¹⁷⁵Tim Nourse, Making Cents International, « Syrian Refugees – a Viable Market for Microfinance? », modifié le 5 février 2018, <http://www.makingcents.com/single-post/2018/02/05/Syrian-Refugees-%E2%80%93-a-Viable-Market-for-Microfinance>.

Microfinance dans le but d'accélérer son développement.¹⁷⁶ Le Décret 15 autorise le Conseil monétaire et de crédit de la Banque centrale de la Syrie à émettre des licences aux Institutions financières sociales (SFBIs)¹⁷⁷ pour fournir des services tels que le microprêt, la microépargne et la microassurance. Le Décret 15 encadrerait également les banques, les institutions de microfinance et les ONG afin d'avoir une approche inclusive et aider la population vulnérable à avoir accès à des services financiers.¹⁷⁸ Ceci ne garantit pas nécessairement son succès ni sa durabilité mais est un signe d'ouverture du gouvernement vis-à-vis la microfinance. Ce décret aide à sa légalité fiscale et est un point de départ qui pourra être amélioré pour résoudre les litiges légaux.

En ce qui concerne le système bancaire, les premières banques privées ont vu le jour en Syrie en 2004, s'ajoutant aux quatre banques de l'État. À la veille du conflit, on retrouvait 14 banques privées dont trois banques islamiques. Le secteur avait connu une forte croissance économique et était en voie de devenir un contributeur majeur au Produit Intérieur Brut (PIB). Le conflit et les sanctions économiques et financières ont mis fin à la croissance et plusieurs branches ont dû fermer leurs portes.¹⁷⁹ Malgré cela, le secteur bancaire jouera un rôle dans la reconstruction soit en recevant les fonds étrangers, en facilitant les échanges ou en étant une source de financement.¹⁸⁰ Des réformes sont

¹⁷⁶CGAP, *Policy and Regulatory Framework for Microfinance in Syria* (Washington: CGAP, 2008), p. 25.

¹⁷⁷Social Financial Banking Institutions

¹⁷⁸Allessandro Bacci, CGAP, « The Significant Demand for Microfinance in Syria », modifié en décembre 2009, <https://www.microfinancegateway.org/library/significant-demand-microfinance-syria>.

¹⁷⁹Joude Badra, Canergie Middle East Center, « The Syrian Financial Sector », modifié le 7 janvier 2015, <https://carnegie-mec.org/2015/01/07/syrian-financial-sector-pub-57651>.

¹⁸⁰*Ibid.*

toutefois requises tant au niveau du système judiciaire, des droits de propriété et de meilleures protections pour les créanciers.¹⁸¹

En ce qui concerne le taux d'inflation, il se maintient depuis la fin de 2016 mais il demeure élevé à 28,1%. Il est estimé que l'inflation va diminuer pour atteindre 10,5% en 2022.¹⁸² Bien que la population syrienne soit alphabétisée et éduquée, la Syrie fait face à l'exode des cerveaux car ces derniers ont eu la possibilité de faire une demande d'immigration dans des pays comme le Canada. Par ailleurs, le conflit a empêché les enfants d'aller à l'école et les jeunes adultes d'aller à l'Université. À long terme, les conséquences seront une population sous-éduquée, plus pauvre et qui représente pour le système financier une clientèle moins bancable.¹⁸³

D'autre part, la Syrie a une densité de population élevée. Avant le conflit, 40% de la population était rural et c'est à cet endroit que se trouvait la plus forte concentration de pauvreté. La majorité de la clientèle de microfinance utilisait leur microprêt pour l'élevage de bétail et l'agriculture, la source de revenu principale de la Syrie rurale. Ceci représentait un risque pour la durabilité de la microfinance avec les sécheresses et l'éclosion de maladies pour les cultures ou le bétail.¹⁸⁴

Pour ce qui est des autres conditions préférables, il faudra laisser le temps à la Syrie pour panser ses plaies et permettre au tissu social et à la confiance de réapparaître tranquillement.

¹⁸¹*Ibid.*

¹⁸²Nicholas Fitzroy, « Syria – Country report », *The Economist Intelligence Unit*, (2017), p. 7.

¹⁸³Joude Badra, Carnegie Middle East Center, « The Syrian Financial Sector », modifié le 7 janvier 2015, <https://carnegie-mec.org/2015/01/07/syrian-financial-sector-pub-57651>.

¹⁸⁴CGAP, *Policy and Regulatory Framework for Microfinance in Syria* (Washington: CGAP, 2008), p. 16.

D'autres considérations

Les leçons apprises de la microfinance indiquent que son implémentation doit autant que possible concorder avec les habitudes et les coutumes locales pour avoir du succès. En 2007, une étude de l'International Financial Corporation a démontré que 43% des personnes interrogées en Syrie considéraient la religion comme raison principale pour demander un prêt. Aussi, 46% des répondants qui n'avaient jamais fait la demande de prêt citaient des raisons religieuses pour ne pas appliquer.¹⁸⁵ Alors, une portion de la microfinance offerte en Syrie devrait répondre à la demande de la population de conformité avec la charia. L'implémentation de la microfinance islamique pourrait aussi attirer des bailleurs de fonds qui n'auraient pas nécessairement investi avec la microfinance traditionnelle.

Comme indiqué au chapitre précédent, les défis de mise en œuvre de la microfinance islamique sont grands, car le modèle économique viable n'a pas encore été suffisamment développé. Malgré cela, c'est une industrie en pleine expansion, qui innove et fait preuve de créativité pour répondre aux besoins spécifiques d'une population. Les recommandations du CGAP sur l'implémentation de la microfinance islamique devraient être respectées. Entre autres, il était suggéré d'offrir dès le départ, plusieurs produits autres que le mourabaha dont l'épargne et le takaful (assurance mutuelle). De plus, le contrat mousharaka est sous utilisé en microfinance islamique et offre beaucoup de potentiel. Également, le CGAP préconisait que l'institution de microfinance islamique se perçoive comme un investisseur au lieu d'un créancier et s'investisse dans le suivi et la

¹⁸⁵Nimrah Karim, Michael Tarazi et Xavier Reille, *Islamic Microfinance : An Emerging Market Niche Focus Note*, n° 49 (Washington : CGAP, 2008), p. 5.

gestion du projet. Par exemple, en plus de financer l'achat de bétail, l'institution assurerait les suivis des soins vétérinaires et conseillera son partenaire financier.¹⁸⁶

Le salam est un type de contrat souvent utilisé pour l'agriculture. Puisque qu'une grande partie de la pauvreté se situe en région rurale, la maximisation de ce type de contrat pourrait être fort utile. La Syrie aurait avantage à regarder ce qui a été fait par la fondation Wasil¹⁸⁷, un organisme à but non-lucratif. Wasil a délaissé la microfinance traditionnelle en 2011 pour se concentrer uniquement sur la microfinance islamique et a implémenté avec succès le salam au Pakistan.¹⁸⁸ La fondation finance les fermiers qui cultivent moins de cinq hectares. Chaque branche de Wasil utilise un contrat de salam, unifie les récoltes des producteurs et les vend en gros au gouvernement. Ainsi, les producteurs ont accès à un marché duquel ils seraient autrement exclus car le gouvernement achète seulement des gros producteurs.¹⁸⁹

Malgré que des produits de microfinance islamiques soient disponibles et conformes à la charia, le financement des institutions qui les offrent est rarement conforme à la charia. C'est un problème non résolu de la microfinance islamique pour lequel il sera difficile de trouver une solution.

En conclusion, après sept années de guerre civile, la Syrie est en piteux état et l'Occident ne se bouscule pas pour financer la reconstruction. Les régions pro-el-Assad pourront bénéficier de certains efforts de reconstruction, mais les autres seront probablement laissées à elles-mêmes. L'absence de plan de reconstruction et la sévérité

¹⁸⁶CGAP, « Islamic Microfinance Challenge : A Summary », modifié le 7 juillet 2011, <http://www.cgap.org/blog/islamic-microfinance-challenge-summary>.

¹⁸⁷Wasil Fondation, « About Wasil Fondation », consulté le 27 avril 2018, <http://wasil.org.pk/guidingbeliefs.aspx>.

¹⁸⁸Kaylene Alvarez et Mayada El-Zoghi, *Understanding costs and sustainability of sharia-compliant microfinance product*, CGAP Focus Note n° 101 (Washington : CGAP, 2015), p. 5.

¹⁸⁹*Ibid.*, p. 6.

de la situation met en relief l'utilité de la microfinance dans l'allégement de la pauvreté en Syrie. La présence de la microfinance dans le pays et un début de législation indiquent une ouverture du gouvernement. Malheureusement, la Banque mondiale ne prend pas l'initiative dans l'implémentation de la microfinance post-conflit en Syrie comme elle l'avait fait en Bosnie-Herzégovine. La route de la mise en œuvre sera parsemée d'embûches tels que le manque de financement, de directions, de conseils et d'entraînement. D'autre part, puisqu'une grande partie de la population demande des produits conformes avec la charia, un effort devrait être fait pour inclure la microfinance islamique dans la solution.

CONCLUSION

Le but de la microfinance est de réduire le niveau de pauvreté en offrant des services financiers à des personnes moins bien nanties qui sont normalement exclues du système bancaire traditionnel. La microfinance compense le manque de nantissement et de garantie des personnes pauvres par le prêt collectif. Les clients d'un prêt collectif se garantissent l'un et l'autre et la pression du groupe force les individus à rembourser le prêt. Avec des microprêts, les plus démunis peuvent investir dans leur microentreprise et ainsi briser le cycle de la pauvreté.

Éventuellement, la microfinance a été utilisée dans des contextes post-conflits afin de redémarrer l'économie décimée et consolider la paix. Les pratiques de bonne gestion de la microfinance sont tout aussi valides en situations post-conflits, mais certaines conditions sont essentielles pour que l'implémentation soit un succès : un minimum de sécurité et de stabilité, une réouverture des marchés et des activités économiques, des réfugiés et des personnes déplacées en place assez longtemps pour déboursier et percevoir le microprêt. Dans les situations post-conflit, la population est vulnérable. Lorsqu'un client a besoin d'argent pour réparer sa maison qui a été endommagée pendant le conflit, acheter de la nourriture, payer des soins de santé et ainsi de suite, la microfinance n'est pas la solution et une telle initiative risque d'endetter la personne de façon néfaste. L'aide humanitaire est plus appropriée dans ces cas. Il est important d'adopter les principes de bonne gestion afin d'atteindre éventuellement un niveau de durabilité financière et d'autosuffisance, car les dons ne seront pas toujours disponibles. La microfinance est un outil de développement économique parmi toute une

panoplie et, par elle-même, elle ne peut arriver à mettre en place des conditions propices afin de préserver la paix ou mieux la consolider.

La Bosnie-Herzégovine représente une étude de cas intéressante sur la mise en œuvre de la microfinance en situation post-conflit. Elle met en lumière plusieurs difficultés dans l'application de la microfinance en situation post-conflit : les réseaux sociaux affaiblis, l'absence de cadre légal, le manque de connaissances financières des ONG, l'équilibre fragile entre réduire la pauvreté et soutenir la microfinance durable. L'expérience de la Bosnie-Herzégovine démontre l'importance d'adapter la microfinance au contexte et à la culture sociale. Les prêts collectifs ne furent pas utilisés, car la méfiance régnait et les gens étaient incapables de joindre un groupe si large de personnes en qui ils avaient confiance. Le nombre de personnes pour les prêts collectifs furent diminués, seulement trois à cinq personnes composaient le groupe. Aussi, les microprêts individuels furent largement employés.

L'étude de cas démontre que la microfinance a été un outil de développement économique et de réduction de pauvreté dans le contexte post-conflit de la Bosnie-Herzégovine. Les meilleures pratiques de microfinance doivent être mises en application afin de développer des institutions durables tout en s'adaptant au contexte social. L'utilisation des ONG pour la provision de microfinance s'est avéré un choix judicieux par la Banque mondiale, car ils s²avaient rejointe la population. Cependant, l'entraînement et l'encadrement du personnel étaient nécessaires en raison de leur manque de connaissances en matière de finance. Bien qu'il soit tentant d'utiliser la microfinance comme outil de réconciliation, cela n'est pas sa vocation première, mais cela peut parfois être un effet de deuxième ordre.

Bien que le but de la microfinance soit d'offrir des services financiers inclusifs pour les personnes démunies, les études démontrent que 72% des personnes vivant dans les pays musulmans n'utilisent pas les services bancaires traditionnels et ce, même lorsque ces services sont disponibles. Puisqu'il est estimé que 650 millions de musulmans vivent d'un revenu de 2 dollars par jour, c'est donc une partie importante de la population qui est dans le besoin et sans accès à des services bancaires. La microfinance islamique offre la possibilité aux musulmans pauvres d'être inclus dans des services financiers qui respectent leurs croyances religieuses. Selon la charia, l'argent n'a pas de valeur intrinsèque, et donc, ne peut pas croître. Puisque la microfinance conventionnelle exige un taux d'intérêts pour recouvrir les coûts d'exploitation, elle n'est donc pas conforme à la charia. Plusieurs produits peuvent être offerts par la microfinance islamique. Entre autres, on retrouve le mourabaha, l'ijara, le moudaraba, le mousharaka, le takaful, le Qard-Hassan et le salam. Malgré la demande élevée pour la microfinance islamique, sa portée demeure très limitée. Le contrat le plus utilisé est le mourabaha, mais pour plusieurs, les coûts d'exploitation sont soit trop élevés ou le prix majoré n'est qu'un intérêt camouflé. Le Qard-Hassan, étant un prêt sans intérêt, n'est pas commercialement viable. Les produits de partage des profits et des pertes tels que le moudaraba et le mousharaka n'ont presque pas été employés jusqu'à présent. Ils représentent une option intéressante, car ils permettent d'être conforme à la charia tout en étant rentable. La microfinance islamique n'a toujours pas développé un modèle économique viable qui lui permettrait d'atteindre la durabilité financière tout en maximisant sa portée. Les difficultés rencontrées dans l'implémentation de la microfinance islamique nécessitent

toujours la créativité et l'innovation dans l'élaboration de solutions qui vont surmonter ces obstacles.

Les pratiques de bonne gestion de microfinance, les leçons apprises de la mise en œuvre de la microfinance en Bosnie-Herzégovine et la microfinance islamique donnent des lignes directrices pour la microfinance en Syrie, lorsque ce pays sera en reconstruction. Après sept années de guerre civile, la Syrie est en piteux état. Puisqu'el-Assad demeure au pouvoir, il n'est pas question pour l'Occident de financer la reconstruction. Les régions pro-el-Assad pourront bénéficier de certains efforts de reconstruction, mais les autres régions seront délaissées. L'absence de plan de reconstruction et la sévérité de la situation renforce la pertinence de la microfinance dans l'allègement de la pauvreté en Syrie. La microfinance est présente dans le pays depuis 2003. Le Décret 15 légiférant la microfinance indique une ouverture du gouvernement. Puisqu'une grande partie de la population demande des produits conformes avec la charia, un effort devrait être fait pour inclure la microfinance islamique dans la solution.

En somme, en microfinance comme dans bien des domaines, il vaut mieux prendre le temps de revisiter les succès et les leçons apprises lors de conflits antérieurs tout en prenant en considération les particularités uniques de la situation géo-politique et culturelle à laquelle on tente de remédier. La microfinance demeure un outil changeant, malléable et fluide qui tolère mal la rigidité et l'intransigeance. Pour en favoriser l'utilisation, il faut à la fois considérer l'expérience du passé, être conscients des limitations et des défis du moment présent pour essayer de concevoir un avenir meilleur. Comme le démontre la présente analyse, la microfinance est un processus de réajustement permanent qui offre des possibilités prometteuses à qui sait réajuster les

objectifs et adapter les méthodes en conséquence. Le potentiel en est infini puisqu'au cœur de la microfinance, ce n'est pas le capital financier qui est mobilisé, mais bien les relations humaines.

BIBLIOGRAPHIE

- Abbod, Samer. Canergie Middle East Center. « Comparative Perspective on the Challenges of Syrian Reconstruction », modifié le 30 décembre 2014, <https://carnegie-mec.org/2014/12/30/comparative-perspectives-on-challenges-of-syrian-reconstruction-pub-57618>.
- Aga Khan Agency for Microfinance. « First Microfinance Institution Syria : Building resilience through a Client-Centric Model », consulté le 27 avril 2018, https://www.microfinancegateway.org/sites/default/files/publication_files/drr_case_studyakam_8.pdf.
- Agbodjan, Edoé Djimitri. « L'usage de la microfinance dans les situations post-conflit: une revue de la littérature », extrait de *Autrepart* 44, n° 4 (2007), p. 227-240.
- AGFUNG. « Microfinance Bank », consulté le 23 avril 2018, <http://agfund.org/activities/microfinance-banks/established-banks/>.
- Albasoos, Hani. « An overview of the Conflict in Syria », extrait de *International Journal of Research in Business and Social Science* 6, n° 1 (2017), p. 47-54.
- Alvarez, Kaylene et Mayada El-Zoghbi. *Understanding costs and sustainability of sharia-compliant microfinance product*. CGAP focus note n° 101, Washington : World Bank Group, 2015.
- Assemblée générale des Nations Unies. *La déclaration du Millénaire*, New York : ONU, 2000.
- Assemblée générale des Nations Unies. *International Year of Microcredit, 2005*, New York : ONU, 1998, <https://www.un.org/documents/ecosoc/res/1998/eres1998-28.htm>.
- Azorbo, Michelle. *Microfinance and refugees: lessons learned from UNHCR's experience*, Geneva: United Nations High Commissioner for Refugees, 2011.
- Badra, Joude. Canergie Middle East Center. « The Syrian Financial Sector », modifié le 7 janvier 2015, <https://carnegie-mec.org/2015/01/07/syrian-financial-sector-pub-57651>.
- Bacci, Alessandro. CGAP. « The Significant Demand for Microfinance in Syria », modifié en décembre 2009, <https://www.microfinancegateway.org/library/significant-demand-microfinance-syria>.
- Bernal-Garcia, Jennifer. « Post-Conflict Microfinance and Social Reconciliation: Overcoming Barriers through Process Mitigation », extrait de *Stanford Journal of Microfinance* 1, (2008), p. 2-19.

- Bell, Alexis C. « Investigative Challenges of Fraud in Microfinance Institutions» mémoire de maîtrise, Collège de Utica, 2017.
- Brau, James C. et Gary M. Woller. « Microfinance: A Comprehensive Review of the Existing Literature », extrait de *Journal of Entrepreneurial Finance and Business Ventures* 9, n° 1 (printemps 2004), p. 1-28.
- Canada. Ministère de la Défense nationale. CFINTGP OSINT, *Capability. Country report – Bosnia and Herzegovina – October 2015*, Ottawa: MDN Canada, 2015.
- Canada. Service canadien du renseignement de sécurité. *Comprendre l'Après DAESH*, Ottawa : Imprimerie nationale du Canada, mai 2017.
- Canada. Service canadien du renseignement de sécurité. *Les répercussions sécuritaires d'un Moyen-Orient post-révolutionnaire*, Ottawa : Imprimerie nationale du Canada, septembre 2014.
- Camba Opem, Lory et Natasa Goronja. *Reducing Over-indebtedness for Bosnia and Herzegovina's Microfinance Borrowers*, Washington: International Finance Corporation, 2013.
- Cochrane, Paul. Middle East Eye. « Après la guerre, qui financera la reconstruction de la Syrie », modifié le 2 décembre 2017, <http://www.middleeasteye.net/fr/reportages/apr-s-la-guerre-qui-financera-la-reconstruction-de-la-syrie-633512121>.
- Conseil de Sécurité. *Résolution 761*, New York : ONU, 1992.
- Consultative Group to Assist the Poor. « Islamic Microfinance Challenge : A Summary », modifié le 7 juillet 2011, <http://www.cgap.org/blog/islamic-microfinance-challenge-summary>.
- Consultative Group to Assist the Poor. «Islamic Microfinance Challenge 2013», modifié le 25 novembre 2013, <http://www.cgap.org/news/islamic-microfinance-challenge-2013>.
- Consultative Group to Assist the Poor. *Good Practice Guidelines for Funders of Microfinance – Microfinance Consensus Guidelines*, Washington: CGAP, 2006.
- Consultative Group to Assist the Poor. « Launching Islamic Microfinance Challenges 2010 », modifié le 16 mars 2010, <http://www.cgap.org/news/launching-%E2%80%98islamic-microfinance-challenge-2010%E2%80%99>.
- Consultative Group to Assist the Poor. *Measuring Results of Microfinance Institutions - Minimum Indicators That Donors and Investors Should Track*, Washington: CGAP, 2009.

- Consultative Group to Assist the Poor. *Policy and Regulatory Framework for Microfinance in Syria*, Washington: CGAP, 2008.
- Consultative Group to Assist the Poor. « The Significant Demand for Microfinance in Syria », modifié en décembre 2009, <https://www.microfinancegateway.org/library/significant-demand-microfinance-syria>.
- Dalle, Ignace et Wladimir Glasman. *Le cauchemar syrien*, Paris : Fayard, 2016.
- Desai, Sameeksha. Jena Economic Research Papers. « Post-conflict Microfinance: Assessment and Policy Notes for Iraq », p. 4, modifié en septembre 2007, <https://www.econstor.eu/bitstream/10419/25626/1/547174381.PDF>.
- Doyle, Karen. *Microfinance in the Wake of Conflict : Challenge and Opportunités*, Bethesda: Microenterprise Best Practices, 1998.
- Feller, Sam. « Don't Fund Syria's Reconstruction: the West has Little Leverage and Little to Gain », extrait de *Foreign Affairs* 96, n° 4 (2017). <https://www.foreignaffairs.com/articles/syria/2017-10-04/dont-fund-syrias-reconstruction>.
- Fitzroy, Nicholas. « Syria – Country report », *The Economist Intelligence Unit*, (2017), <http://country.eiu.com/syria>.
- Grameen Bank. « Introduction », consulté le 22 février 2018, <http://www.grameen.com/>.
- Goodwin-Groen, Ruth. « Avoiding Apex Pitfalls : Local Initiatives Departments of Bosnia and Herzegovina », extrait de *CGAP case studies in donor good practices*, n° 6 (2003), p. 1-4.
- Guibert, Nathalie. Le Monde. « Pourquoi l'intervention militaire russe en Syrie est un succès », modifié le 14 septembre 2017, http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2017/09/13/pourquoi-l-intervention-militaire-russe-en-syrie-est-un-succes_5185235_3218.html.
- Hartarska, Valentina et Denis Nadolnyak, *An Impact Analysis of Microfinance in Bosnia and Herzegovina*, Auburn : Département de l'Agriculture économique et de la Sociologie rurale, 2007.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. « Le nombre de personnes déplacées atteint son plus haut niveau depuis des décennies », modifié le 19 juin 2017, <http://www.unhcr.org/fr/news/stories/2017/6/5943f3eca/nombre-personnes-deplacees-atteint-haut-niveau-decennies.html>.

- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. « Survey finds Syrian refugees in Lebanon became poorer, more vulnerable in 2017 », modifié le 9 janvier 2018, <http://www.unhcr.org/news/briefing/2018/1/5a548d174/survey-finds-syrian-refugees-lebanon-poorer-vulnerable-2017.html>.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. « Syria Regional Refugee Response », consulté le 27 avril 2018, <https://data2.unhcr.org/en/situations/syria/location/71>.
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés. Charlie Dunmore. « UNHCR's Grandi hails Jordan's job scheme for Syrian refugees », modifié le 9 février 2018, <http://www.unhcr.org/news/latest/2018/2/5a81bd504/unhcrs-grandis-hails-jordans-job-scheme-syrian-refugees.html>.
- Heller, Sam. Foreign Affairs. « Don't Fund Syria's Reconstruction: the West has Little Leverage and Little to Gain », modifié le 4 octobre 2017, <https://www.foreignaffairs.com/articles/syria/2017-10-04/dont-fund-syrias-reconstruction>.
- Hewitt, J. Joseph, Jonathan Wilkenfeld et Ted Robert Gurr. *Peace and conflict 2010*, New York: Taylor and Francis, 2017.
- Hulme, David. « Is microfinance good for poor people? A note on the dark side of microfinance », extrait de *Small Enterprise Development* 11, n° 1 (mars 2000), p.26-28.
- International Labor Organization. Goronja, Natasha. « The Evolution of Microfinance in a Successful Post-Conflict Transition : The Case Study for Bosnia-Herzegovina », modifié le 15 septembre 1999, <https://web.archive.org/web/20040118212113/http://www.ilo.org:80/public/english/employment/finance/papers/bosnia.htm>.
- Iqbal, Zamir et Bushra Shafiq. « Islamic Finance and The Role of Qard-Al-Hassan (Benevolent Loans) in Enhancing Inclusion: A Case Study of *Akhuwat* », extrait de *ACRN Oxford Journal of Finance and Risk Perspectives* 4, n° 4 (octobre 2015), p. 23-40.
- Jenkins, Brian Michael. *The Dynamics of Syria's Civil War*, Santa Monica : RAND Corporation, 2018.
- Karim, Nimrah, Michael Tarazi et Xavier Reille. *Islamic Microfinance: An Emerging Market Niche Note Focus*, n° 49, Washington : CGAP, 2008.
- Khaled, Mohammed. Building a Successful Business Model for Islamic Microfinance, 2011 Global Microcredit Summit (Commissioned Workshop Paper), November 14-17 2011, Valladolid, Espagne.

- Khavul, Susanna. « *Microfinance : Creating Opportunities for the Poor?* », extrait de *Academy of Management Perspectives* 24, n° 3 (août 2010), p. 58-72.
- Kreimer, Alcira, Robert Muscat, Ann Elwan et Margaret Arnold. *Bosnia and Herzegovina Post-Conflict Reconstruction Country Case Study Series*, Washington : The World Bank, 2000.
- La Banque Mondiale. *Bosnia and Herzegovina – Local Initiatives Project*, Washington: Le Groupe Banque mondiale, 1996.
- La Banque Mondiale. *Implementation Completion and Results Report Local Initiatives Project*, Washington: Le Groupe Banque mondiale, 2000.
- La Banque Mondiale, *Implementation Completion and Results Report Local Initiatives Projet II*, Washington: Le Groupe Banque mondiale, 2005.
- La Banque mondiale. « The Visible Impacts of the Syrian War May Only be the Tip of the Iceberg », modifié le 10 juillet 2017, <http://www.worldbank.org/en/news/press-release/2017/07/18/the-visible-impacts-of-the-syrian-war-may-only-be-the-tip-of-the-iceberg>.
- La Banque mondiale. *The Toll of War: The Economic and Social Consequences of the Conflict in Syria*, Washington: The World Bank Group, 2017.
- Le Pautremat, Pascal. « La Bosnie-Herzégovine en guerre (1991-1995) : au cœur de l'Europe », extrait de *Guerres mondiales et conflits contemporains* 233, n°1 (2009), p. 67-81.
- Manalo, Marilyn S. *Microfinance institutions' response in conflict environments : Eritrea - Savings and Micro Credit Program, West Bank and Gaza - Palestine for Credit and Development, Haiti - Micro Crédit National*, Washington: La Banque Mondiale, 2003.
- Matul, Michal et Caroline Tsilikounas. « Role of microfinance in the household reconstruction process in Bosnia and Herzegovina » extrait de *Journal of International Development* 16, n° 3 (avril 2004), p. 429-466.
- McMahon, Patrice C. et Jon Western. «The Death of Dayton: How to Stop Bosnia From Falling Apart », extrait de *Foreign Affairs* 88, n° 15 (septembre 2009), p. 69-83.
- Morduch, Jonathan. « The Microfinance Schism », extrait de *World Development* 28, n° 4 (avril 2000), p. 617-629.
- Nagarajan, Geetha. *Developing Financial Institutions in Conflict Affected Countries: Emerging Issues, First Lessons Learnt and Challenges Ahead*, Geneva: International Labour Organization, 1997.
- Nagarajan, Geetha. *Microfinance in Post-Conflict Situations : Towards Guiding Principles for Actions*, Geneva: International Labour Organization, 1999.

- Nourse, Tim. Making Cents International. « Syrian Refugees – a Viable Market for Microfinance? », modifié le 5 février 2018, <http://www.makingcents.com/single-post/2018/02/05/Syrian-Refugees-%E2%80%93-a-Viable-Market-for-Microfinance>.
- Popova, Zora Ivanova. « The Role of Social Capital for Post-Ethnic-Conflict Reconstitution », mémoire de doctorat, Université de Bath, 2009.
- Rahman, Rashidah Abdul et Faisal Dean. « Challenges and solutions in Islamic microfinance », extrait de *Humanomics* 29, n° 4 (2013), p. 293-306.
- Rey-Lescure, Geneviève. « Le retour des réfugiés et des personnes déplacés dans le cadre de la consolidation de la paix : le cas de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine », mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa, 2011.
- Sayigh, Yezid, Carnegie Middle East Center. « Reconstructing Syria : The Need to Break the Mold », modifié le 17 juin 2017, <http://carnegie-mec.org/2016/06/17/reconstructing-syria-need-to-break-mold-pub-63827>.
- United Nations Work and Relief Agency. « Microfinance in Syria », consulté le 27 avril 2018, <https://www.unrwa.org/activity/microfinance-syria>.
- Wasil Fondation. « About Wasil Fondation », consulté le 27 avril 2018, <http://wasil.org.pk/guidingbeliefs.aspx>.
- Welle-Strand, Anne, Kristian Kjøllesdal et Nick Sitter. « Assessing microfinance: The Bosnia and Herzegovina Case », extrait de *Managing Global Transitions* 8, n° 2 (2010), p. 145-166.
- Zahid Mahmood, Hafiz Kausar Abbas et Mehreen Fatima. « Islamic microfinance and household welfare nexus: empirical investigation from Pakistan », extrait de *Journal of Global Entrepreneurship Research* 7, n° 1 (janvier 2017), p.1-15.